

Project Syndicate

Un scénario de base pour l'économie mondiale en 2025

PAR MOHAMED A. EL-ERIAN

PRÉSIDENT DU QUEENS' COLLEGE À L'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE.

Page 8



Obstruction des activités humanitaires à Ghaza : L'AG des Nations unies saisit la CIJ

Page 2

La Sentinelle

«Exactitude, exactitude et exactitude. Des faits, des faits et des faits» Joseph Pulitzer

TENTATIVES DE DÉSTABILISATION, RÉSIDUS DE LA ISSABA ET RÉFORMES POLITIQUES

Les messages de Tebboune

Page 3



CHUTES DE NEIGE SUR LES RELIEFS DÉPASSANT LES 1200 MÈTRES

L'hiver s'installe

L'hiver s'installe résolument en Algérie en cette fin décembre 2024, avec un épisode météorologique marqué qui rappelle la rudesse de la saison dans les régions montagneuses du pays. Les services de l'Office national de météorologie ont émis un bulletin météorologique spécial (BMS) alertant sur la persistance des chutes de neige jusqu'à mercredi sur les reliefs dépassant 1200 à 1300 mètres d'altitude, particulièrement dans l'est du pays. Les wilayas de Batna, Oum El-Bouaghi, Khenchela et Tébessa sont particulièrement concernées, avec des accumulations neigeuses prévues entre 10 et 15 centimètres. Ce manteau blanc s'accompagne d'un cortège de précipitations orageuses qui touchent simultanément une vaste zone du Centre et de l'Est. Les wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, ainsi que le Nord de Sétif, Mila, Constantine, Guelma et Souk Ahras font l'objet d'une vigilance particulière.

Page 16



Marchés

Un dispositif spécial pour le Ramadhan

Page 4

Sonelgaz

Un important plan d'investissements à l'horizon 2030

Page 5

Contribution

Trump et l'Otan en 2025

Page 9

OBSTRUCTION DES ACTIVITÉS HUMANITAIRES DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS ET À GHAZA

L'AG des Nations unies saisit la CIJ

Face à la situation humanitaire catastrophique dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie occupée, la communauté internationale intensifie la pression sur l'entité sioniste.

L'Assemblée générale des Nations unies a ainsi demandé à la Cour internationale de justice (CIJ) d'émettre un avis consultatif concernant les obligations de l'entité sioniste en tant que puissance occupante. Cette requête porte spécifiquement sur les activités humanitaires des agences onusiennes et d'autres États dans les territoires palestiniens occupés, comme le rapporte l'agence de presse palestinienne Wafa. «En vertu du droit international humanitaire, les puissances occupantes sont tenues d'approuver les secours aux personnes dans le besoin, de faciliter ces programmes par tous les moyens à leur disposition et d'assurer des normes adéquates en matière de nourriture, de soins médicaux, d'hygiène et de santé publique», a rappelé l'ONU dans sa note publiée sur son site web, reprise par Wafa. L'agence de presse Wafa a relevé que cette démarche serait prise, compte tenu de la situation humanitaire crique prévalant ces dernières semaines dans les territoires palestiniens occupés, particulièrement dans la bande de Ghaza, cible d'intenses frappes de l'armée d'occupation sioniste depuis plus d'un an. Elle intervient aussi au moment où l'occupation sioniste cherche à interdire les activités de l'UNRWA dans les territoires occupés. Dans sa note officielle, l'ONU a rappelé un principe fondamental du droit international humanitaire : les puissances occupantes ont l'obligation d'approuver et de faciliter l'acheminement des secours aux populations dans le besoin, tout en garantissant des standards minimaux en matière de nourriture, de soins médicaux, d'hygiène et de santé publique. Cette démarche intervient dans un contexte particulièrement critique, alors que la bande de Ghaza subit depuis plus d'un an des bombardements intenses de l'armée d'occupation sioniste, laquelle fait obstacle à l'acheminement de l'aide humaine, utilisant ainsi la faim comme arme génocidaire.

La situation sur le terrain continue, en effet, de se dégrader dramatiquement. L'obstruction à l'aide humanitaire atteint des niveaux

alarmants. Le Programme alimentaire mondial (PAM) révèle que l'entité sioniste a rejeté 97% des demandes de livraisons d'aide au nord de Ghaza. L'ONG Oxfam rapporte que seule une dizaine de camions d'aide humanitaire ont pu distribuer eau et nourriture dans le nord de Ghaza en deux mois et demi. L'UNRWA signale que des milliers de personnes déplacées font la queue pendant des heures à Khan Younes pour obtenir de la nourriture, beaucoup repartant les mains vides. La situation est particulièrement critique pour les déplacés du nord de Ghaza, qui vivent dans des conditions déplorables, dans des tentes surpeuplées ou des bâtiments endommagés, sans électricité et privés des services de base les plus élémentaires. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) souligne que l'acheminement de l'aide est devenu «presque impossible» en raison des attaques sionistes et des entraves à l'accès. Les derniers chiffres communiqués par les autorités sanitaires palestiniennes font état d'un bilan effroyable : 45.338 martyrs et 107.764 blessés depuis le début de l'agression génocidaire sioniste le 7 octobre 2023. Rien qu'au cours des dernières 24 heures, 21 Palestiniens sont tombés en martyrs suite aux frappes de l'armée d'occupation. Le secteur de l'éducation paie également un lourd tribut : le ministère palestinien de l'Éducation rapporte que 12.820 étudiants ont été tués et 21.351 blessés depuis le début de l'offensive, dont 12.701 morts et 20.702 blessés à Ghaza. En Cisjordanie, on dénombre 119 étudiants tués et 649 blessés, ainsi que 542 arrestations. Le corps enseignant n'est pas épargné avec 619 enseignants martyrs et 3.831 blessés dans les deux territoires. Les infrastructures éducatives sont systématiquement ciblées : 171 écoles publiques gravement endommagées

Liban

Mikati appelle le comité de surveillance du cessez-le-feu à remédier aux violations sionistes

Le Premier ministre libanais, Najib Mikati, a appelé mardi le Comité chargé de surveiller la mise en œuvre du cessez-le-feu à faire pression sur l'entité sioniste pour qu'elle mette fin à ses violations de l'accord, en vigueur depuis le 27 novembre dernier. Mikati, qui s'exprimait lors d'une réunion du comité, a souligné la nécessité pour l'entité sioniste de «mettre fin aux violations et de se retirer immédiatement des zones frontalières dans lesquelles son armée a pénétré dans le sud du Liban», selon un communiqué publié par le Premier ministre libanais. Il a affirmé que le Liban est attaché aux termes de l'accord, tandis que l'entité sioniste «continue de commettre des violations», qualifiant cela d'«inacceptable».

Mikati a appelé le comité chargé de surveiller la mise en œuvre de l'accord à faire pression sur l'entité sioniste pour qu'elle mette en œuvre les termes de l'accord, notamment le retrait des territoires occupés et l'arrêt des violations». Depuis le 27 novembre dernier, un cessez-le-feu fragile prévaut au Liban, mettant fin aux bombardements sionistes qui ont commencé le 8 octobre 2023, et qui se sont transformés le 23 septembre en une agression à grande échelle. L'agression sioniste contre le Liban a fait 4.061 martyrs et 16.656 blessés, dont un grand nombre d'enfants et de femmes, outre le déplacement d'environ 1,4 million de personnes.

APS



La CIJ doit émettre un avis sur les activités humanitaires des agences de l'ONU dans les territoires occupés

et 77 complètement détruites à Ghaza, sans compter les 191 établissements bombardés dont 65 écoles de l'UNRWA. L'enseignement supérieur est également touché avec 20 établissements gravement endommagés et 51 bâtiments universitaires totalement détruits. Au total, 788.000 étudiants sont privés d'éducation à Ghaza depuis le début de l'agression. Le système de santé est particulièrement visé par l'offensive sioniste. Le ministère de la Santé palestinien alerte sur l'intensification des attaques contre les hôpitaux du nord de Ghaza, notamment les hôpitaux indonésien, Kamal Adwan et al-Awda. Face à cette situation, deux coalitions internationales de professionnels de la santé, «Les réseaux de santé mentale de Palestine» et «Médecins contre le génocide», ont lancé un appel urgent pour protéger le système de santé de Ghaza. Elles dénoncent une «campagne génocidaire délibérée» et des «crimes intentionnels contre l'humanité», appelant à l'ouverture immédiate d'un corridor huma-

nitaires. Les forces d'occupation poursuivent également leurs attaques contre les services d'urgence. La Défense civile palestinienne a annoncé la mort en martyr d'un de ses membres, le sous-officier Najib Sukkar, et de son fils unique Mohammed, suite à une frappe visant un centre de défense civile dans le quartier Al-Daraj, au cœur de Ghaza. Cette attaque s'inscrit dans une série de frappes contre les services d'urgence, le même centre ayant déjà été ciblé en septembre dernier. Face à cette situation, le Coordonnateur des secours d'urgence des Nations unies, Tom Fletcher, a lancé un appel pressant à la communauté internationale pour «briser le cycle de la violence» à Ghaza, qualifiant l'enclave palestinienne de «l'endroit le plus dangereux» pour les humanitaires. Il exhorte la communauté internationale à défendre le droit humanitaire international, à exiger la protection des civils et à soutenir le travail vital de l'UNRWA.

LYES SAÏDI

UN NOUVEL INCIDENT CONFIRME UNE TENDANCE QUI DEVIENT ALARMANTE

Le Maroc au cœur du trafic international de drogue

Un nouvel incident survenu hier au large des côtes marocaines vient une nouvelle fois mettre en lumière le rôle central du Maroc dans le trafic international de stupéfiants. Selon Pedro Fernández, représentant du gouvernement espagnol en Andalousie, une collision entre trois embarcations de contrebande dans les eaux d'Al Hoceima a fait un blessé grave, actuellement en état de mort cérébrale. Les détails de l'incident, rapportés par la Guardia Civil espagnole, confirment le rôle central des réseaux marocains dans le trafic de drogue dans la région. L'événement s'est déroulé dans la nuit du vendredi au samedi, le long de la côte reliant Al Hoceima à Moulay Bousselham, au nord-ouest du pays. Deux embarcations transportant sept trafiquants attendaient de transférer une cargaison de haschich vers le sud de l'Espagne lorsqu'elles sont entrées en conflit avec un troisième «bateau fantôme» venu d'Espagne. Cette altercation, attribuée à des rivalités entre bandes criminelles pour

le contrôle des routes maritimes, s'est soldée par la fuite du troisième navire après avoir percuté les deux autres. Les sept trafiquants ont finalement été interceptés par les autorités espagnoles sur la côte de Sancti Petri, malgré leur tentative de fuite. Cet incident s'inscrit dans un contexte plus large, documenté par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans son rapport de 2023. Le document souligne une évolution préoccupante : les réseaux historiquement dédiés au trafic de résine de cannabis du Maroc vers l'Europe, particulièrement via l'Espagne vers les Pays-Bas, sont désormais exploités pour le trafic de cocaïne. Cette adaptation des routes traditionnelles témoigne d'une sophistication croissante des organisations criminelles opérant depuis le territoire marocain. Les statistiques mondiales révèlent une augmentation alarmante de la consommation de drogues, avec plus de 296 millions d'utilisateurs recensés en 2021, soit une hausse de 23% en dix ans. Dans ce paysage, le

Maroc occupe une position particulière en tant que premier producteur mondial de cannabis. Les saisies régulières effectuées par les autorités espagnoles en témoignent : en avril dernier, 25 tonnes de haschisch d'une valeur de 50 millions d'euros ont été découvertes dans un camion censé transporter des melons vers la France. Le mois précédent, plus de 4,4 tonnes de la même substance avaient été interceptées dans le port de Motril à Grenade. Plus récemment une tonne de cocaïne à destination du Maroc a été saisie dans un port brésilien. Le royaume chérifien est reconnu comme la principale source de résine de cannabis au Sahel, avec une influence s'étendant à l'Afrique du Nord, au Moyen-Orient et à l'Europe. Cette position dominante dans le marché mondial des stupéfiants soulève de sérieuses préoccupations au niveau international. Le département d'État américain a notamment exprimé son inquiétude concernant l'ampleur du blanchiment d'argent au Maroc, directement lié au trafic de cannabis

et au transit de cocaïne vers l'Europe. La culture du cannabis est devenue une source significative de devises étrangères pour le pays, alimentant des réseaux de corruption politique notamment en Europe, ainsi que le trafic d'armes. La récente saisie au Brésil illustre d'ailleurs la transformation du Maroc en plaque tournante du trafic international de drogue, un phénomène qui menace la stabilité et la sécurité régionales. Les réseaux criminels locaux continuent, avec la bénédiction des autorités marocaines, de faciliter le transit des stupéfiants par voie maritime et terrestre, participant ainsi à la propagation de la criminalité organisée et à ses conséquences dévastatrices sur les populations, tant au niveau local qu'international. La zone côtière entre Al Hoceima et Moulay Bousselham est particulièrement touchée par ce phénomène, s'étant récemment imposée comme un point de transit majeur pour le haschich destiné aux côtes méridionales espagnoles.

SALIM AMOKRANE

TENTATIVES DE DÉSTABILISATION, RÉSIDUS DE LA ISSABA ET RÉFORMES POLITIQUES

Les messages de Tebboune

Le Président Tebboune a d'abord tenu à rappeler avec force le caractère inébranlable de l'État, dans un contexte marqué par diverses tentatives de déstabilisation.

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a présidé hier au Palais des Nations (Club des Pins-Alger) l'ouverture des travaux de la rencontre Gouvernement-walis, placée sous le thème «Collectivités locales : locomotive du développement national». Dans un discours aux accents fortement politiques, le chef de l'État a réaffirmé la solidité des institutions algériennes face aux tentatives de déstabilisation, tout en détaillant une série de mesures visant à renforcer le développement local et la gouvernance territoriale. Le Président Tebboune a d'abord tenu à rappeler avec force le caractère inébranlable de l'État, dans un contexte marqué par diverses tentatives de déstabilisation. «Nous protégerons ce pays dont le peuple a le sang des Chouhada dans les veines. Il se leurre celui qui croit que l'Algérie est une proie dont on peut s'emparer avec un +hashtag+, a-t-il notamment averti, faisant référence aux campagnes hostiles sur les réseaux sociaux et fomentées par le régime du Makhzen. Le chef de l'État s'est particulièrement félicité de «la flamme patriotique intense qui anime les jeunes Algériens», soulignant la nécessité d'être à la hauteur de leurs attentes. Il a rappelé à cette occasion le lourd tribut payé par le peuple algérien pour son indépendance, précisant qu'«hormis l'Algérie, aucun autre peuple n'a

vu 5.600.000 de ses enfants tomber en martyrs, de la résistance populaire qui a duré 70 ans jusqu'à la glorieuse Révolution de libération nationale qui a définitivement mis fin au colonialisme».

Dans ce contexte, le président a également évoqué les pressions exercées sur certains responsables locaux, dénonçant «les résidus de la Issaba qui menacent les walis et les responsables locaux en utilisant des relais pour les dissuader d'accomplir leurs missions». Il a tenu à rassurer les walis en réaffirmant qu'ils «sont protégés tout en tenant compte des erreurs administratives qu'ils peuvent commettre tant qu'il ne s'agit pas de corruption».

Révision des lois sur la commune, la wilaya et les partis

Sur le plan institutionnel, le président Tebboune a annoncé une révision en profondeur des codes communal et de wilaya, plusieurs décennies après l'indépendance. Cette réforme vise à «concrétiser la volonté du peuple au niveau local» et à «bâtir des institutions démocratiques et non démagogiques». Le chef de l'État a souligné que les collectivités locales constituent «le trait d'union entre l'État et le citoyen» et «le socle de l'État», justifiant ainsi l'importance de cette réforme qui touchera notamment aux prérogatives, aux moyens alloués et à la classification des communes. Parmi les innovations majeures, le président a annoncé que «la gestion de certaines infrastructures sera confiée à l'État au lieu des communes pour ne pas les accabler financièrement». Il a également évoqué la possibilité pour les communes de «déléguer à des entreprises locales certains services publics comme

le domaine de l'hygiène, en trouvant des mécanismes juridiques pour demander des comptes sur les performances». Une autre mesure significative concerne la proposition de «conférer au président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) la qualité d'ordonnateur, afin que l'élu local soit un responsable investi des pleines prérogatives». Dans ce contexte, il a évoqué les futures réformes politiques, annonçant que l'enrichissement de la nouvelle loi sur les partis sera discuté au Parlement début 2025, précisant que cette loi «sera élaborée par les partis eux-mêmes».

Zones d'ombres et sécurité hydrique

Sur le volet économique et social, le président Tebboune a mis en avant les résultats de sa politique de développement des zones d'ombre, rappelant que «plus de 6,5 millions d'Algériens ont été touchés par les réformes» dans ces zones. Il n'a pas manqué de critiquer «certains responsables que nous avons démis» qui «estimaient que le développement des zones d'ombre ne relevait pas de leurs prérogatives», réaffirmant le principe selon lequel «nous sommes au service du peuple, du Président au plus simple fonctionnaire public». Concernant les infrastructures et le cadre de vie, le chef de l'État a insisté sur plusieurs priorités : le parachèvement des façades de constructions inachevées, la recherche de formules juridiques pour financer l'achèvement des constructions des citoyens, et l'octroi de foncier aux artisans dans des zones dédiées pour la création de petites activités professionnelles. Il a également appelé tous les responsables locaux à «respecter le système administratif de réception des citoyens, notamment les jeunes, pour écouter leurs préoccupations». En

matière de ressources hydriques, le président a annoncé la mise en service de cinq stations de dessalement avant le mois de Ramadhan, appelant les walis à «adhérer au système d'exploitation des eaux usées dans toutes les wilayas» et à «accorder une attention particulière à ce plan». Face au fléau de la drogue, le président Tebboune a chargé le gouvernement d'élaborer «une stratégie nationale multidimensionnelle de lutte contre la drogue et les substances psychotropes durant le premier trimestre de 2025» pour protéger les jeunes, en associant «l'ensemble des acteurs» à son élaboration. Le chef de l'État a également abordé la question de la modernisation de l'administration, soulignant la nécessité de lutter contre la bureaucratie «qui détruit la vie des citoyens» à travers «la numérisation globale qui est sur le point d'être généralisée». Il a affirmé que durant ce mandat, «nous aurons éliminé toutes les dérives qui se sont produites par le passé». En conclusion de son intervention, le Président Tebboune a rappelé que les fondements d'une gouvernance locale basée sur «la participation citoyenne, l'équité en matière de développement et la rigueur dans la gestion des deniers publics» ont été posés. Il a appelé à «poursuivre les efforts en vue de consacrer les méthodes de gestion modernes dans les esprits et dans les pratiques», invitant l'ensemble des participants à mettre à profit cette rencontre pour «répondre, dans les meilleures conditions, aux exigences du développement local durable, notamment en ce qui a trait à l'activité économique locale dans toute sa diversité et sa richesse», tout en consolidant «les acquis réalisés grâce aux efforts de l'État visant à promouvoir la vie sociale et à améliorer le cadre de vie des citoyens».

HOCINE FADHELI

29.000 PROJETS RÉALISÉS AU PROFIT DES ZONES D'OMBRE

Rééquilibrage territorial, des résultats concrets

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, Brahim Merad, a souligné hier dans son intervention lors de la rencontre gouvernement-walis qui s'est tenue au Palais des Nations à Club des Pins (Alger) que les directives énoncées par le Président de la République Abdelmadjid Tebboune constituent une véritable feuille de route pour accélérer le développement local et optimiser l'efficacité des politiques publiques. Cette rencontre, désormais institutionnalisée sur instruction du Président, vise selon le ministre à assurer une coordination continue et un travail harmonieux permettant de garantir une meilleure mise en œuvre des politiques publiques et de répondre aux attentes des citoyens. Ces dernières, a-t-il rappelé, sont au cœur des préoccupations présidentielles, comme en témoignent les instructions et orientations données ce jour pour renforcer le développement local en tant que moteur du développement national. Le ministre a mis en avant les résultats concrets de la politique de rééquilibrage territorial initiée par le Président Tebboune, notamment à travers le programme de rattrapage dans les zones d'ombre. Doté d'une enveloppe de plus de 341 milliards de DA, ce programme a permis la réalisation de plus de 29 000 projets, soit près de 98,7% de l'objectif fixé. Les retombées sont significatives pour environ 6,2 millions de citoyens, assure le ministre, avec notamment le raccordement de plus de 580 000 foyers à l'eau potable, l'électrification de plus de 100 000 foyers, ainsi que la réhabilitation et la rénovation de 9 000 km de routes et l'ouverture de 5 000 km de chemins. Cette réalisation rapide a mis en lumière l'ampleur des disparités rattrapées, conduisant selon le ministre à la nécessité de prendre des mesures préventives pour l'avenir et garantir une répartition équitable

du développement local, notamment en renforçant l'écoute des citoyens et la démocratie participative. Dans cette optique, le ministre poursuit son soutien au développement local à travers différents mécanismes de financement, avec une enveloppe globale de 728 milliards de DA allouée sur la période 2020-2024, permettant plus de 63 374 opérations de développement de proximité. Sur le plan économique, les autorités locales œuvrent à renforcer l'offre foncière pour l'investissement,

tout en poursuivant l'assainissement du portefeuille d'investissements existant. Un programme national modèle de zones d'activités petites et moyennes, financé par le Fonds de solidarité, offrira 433 hectares pour accueillir des PME, précise le ministre. Dans le secteur agricole, priorité de la diversification économique, M. Merad a confirmé l'engagement local pour augmenter la production, notamment via un programme national de 30 silos à grains et 350 centres de stockage

localisés, totalisant une capacité de 17,5 millions de quintaux. Le ministre a conclu en soulignant les défis de la gestion urbaine dans les grandes villes et les nouveaux pôles urbains, appelant à développer des mécanismes de gestion intelligente et un meilleur contrôle de l'expansion urbaine. Il a insisté sur la nécessité d'adopter de nouvelles méthodes de gestion et de s'appuyer sur les start-ups pour concrétiser les ambitions de développement des citoyens.

AMAR MALKI

RESSOURCES EN EAU

Des investissements publics de plus de 900 milliards de DA

Le ministre des Ressources en eau, Taha Derbal, a indiqué hier dans son allocution, lors de la rencontre gouvernement-walis qu'au cours des cinq dernières années, un montant global de 906 milliards de DA a été consacré au renforcement des infrastructures hydrauliques. Cette enveloppe considérable témoigne, selon lui, de l'importance accordée par les hautes autorités du pays à l'amélioration du cadre de vie des citoyens. La répartition de ces fonds comprend notamment 188 milliards de DA pour le programme de raccordement à distance des stations de dessalement de l'eau de mer, 70 milliards de DA pour la construction de puits, et 34,83 milliards de DA pour la réhabilitation et le développement des stations d'épuration des eaux usées. Ce dernier programme constitue la première

phase d'un projet plus vaste estimé à 155 milliards de DA. Les réalisations concrètes incluent le raccordement à distance de huit grandes stations de dessalement d'eau de mer aux réseaux d'approvisionnement, ainsi que huit grands projets de transfert, comprenant des interconnexions entre barrages dans différentes régions. Le ministre a particulièrement mis en avant l'achèvement du projet de transfert des eaux du champ de Guetran dans la wilaya de Béchar, doté d'une capacité de production journalière de 80 000 mètres cubes. Face au stress hydrique et à la baisse du niveau des barrages, plus de 1200 puits ont été creusés pour l'approvisionnement en eau potable, précise-t-il. Le secteur a également réceptionné 19 nouveaux systèmes de purification, réhabilité 11 stations existantes et

renové 1103 km de réseaux d'assainissement. Six nouveaux barrages d'une capacité totale de 642 millions de mètres cubes sont en cours d'aménagement. Malgré les défis, la production d'eau se maintient au-dessus des 3 milliards de mètres cubes annuels, répartis entre l'eau souterraine (55%), l'eau de surface (25%) et l'eau dessalée (20%). Ces investissements massifs, réalisés par des entreprises nationales, ont permis selon le ministre de surmonter certaines difficultés d'approvisionnement, notamment dans les régions les plus touchées par la sécheresse. Le taux de raccordement de la population au réseau d'eau potable atteint désormais 98%, illustrant l'amélioration significative des infrastructures de services publics d'eau potable.

CHOKRI HAFED

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ

Un dispositif spécial pour le Ramadhan

À l'approche du mois sacré de Ramadhan 2025, le gouvernement déploie une stratégie ambitieuse pour garantir l'approvisionnement du marché national et préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Cette initiative s'inscrit dans un contexte de préparation minutieuse, comme l'a détaillé le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, lors de sa visite à la 32^e Foire de la production algérienne.

Au cœur de ce dispositif figure un programme exceptionnel d'importation de viandes rouges et blanches, élaboré en étroite collaboration avec le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Cette mesure vise à répondre à la demande accrue caractéristique du mois de jeûne, période durant laquelle la consommation de produits alimentaires connaît traditionnellement une hausse significative. Le plan gouvernemental ne se limite pas aux seules importations de viande. Les autorités ont en effet ordonné aux transformateurs

d'augmenter leur production de sucre blanc et d'huile de table dès janvier 2025. Parallèlement, les laïteries verront leur quota mensuel de lait en poudre revu à la hausse. Le système de quotas supplémentaires pour le blé dur sera maintenu, permettant à 165 minoteries de produire davantage de semoule, un aliment de base particulièrement prisé pendant le Ramadhan.

Dans une démarche de proximité, le ministère prévoit l'ouverture de marchés au niveau de chaque daïra deux semaines avant le début du mois sacré. Ces espaces commerciaux seront

autorisés à pratiquer des ventes promotionnelles sur l'ensemble des produits, y compris les vêtements, facilitant ainsi l'accès des citoyens aux biens de consommation essentiels.

Zitouni s'est montré particulièrement ferme concernant la spéculation, affirmant que toute tentative en ce sens serait «vouée à l'échec». Cette conviction s'appuie sur les mesures proactives mises en place pour garantir un approvisionnement du marché national en quantités supérieures à celles de l'année précédente. Il a notamment souligné que la stabilité des prix constituait l'un des engagements majeurs du président de la République envers les citoyens, un objectif que son ministère s'efforce d'atteindre en collaboration avec ses différents partenaires. Dans ce contexte, le ministre a rappelé que la loi de finances 2025 ne prévoyait aucune augmentation ni charge supplémentaire pour les entreprises, écartant ainsi tout prétexte à une hausse des prix au cours de l'année à venir. Il a d'ailleurs appelé les opérateurs économiques à maintenir la stabilité des prix. Sur un autre plan,



Un programme exceptionnel d'importation de viandes rouges et blanches a été élaboré. (Photo DR)

M. Zitouni a évoqué le secteur des huiles moteur, soulignant l'engagement de l'État à encourager l'investissement dans ce domaine. Selon ses prévisions, les capacités nationales permettront de mettre un terme aux importations avant la fin de l'année 2025, illustrant la volonté d'autonomie industrielle du pays. Cette stratégie globale s'inscrit dans la dynamique positive constatée lors de l'inauguration

de la 32^e Foire de la production algérienne par le président de la République Abdelmadjid Tebboune. Placée sous le thème «Notre production, pilier de notre souveraineté», cette édition a rassemblé un nombre record de 603 exposants, dont 84 exportateurs, témoignant du dynamisme croissant de l'industrie nationale tant en termes de quantité que de qualité.

SAMIR BENISID

ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Une vaste campagne d'information nationale sur les services numériques

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a initié hier une importante campagne nationale d'information impliquant l'ensemble des organismes de sécurité sociale. Cette initiative, qui témoigne d'une volonté marquée de modernisation et de transparence, vise à présenter aux citoyens la palette complète des services proposés, avec un accent particulier mis sur les avancées en matière de transformation numérique. La campagne, qui se déroule simultanément dans plusieurs régions du pays, mobilise les principales caisses nationales : la Caisse nationale des retraites (CNR), la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), ainsi que l'Office national d'appareillage et accessoires pour personnes handicapées (ONAAAPH).

À Alger, le point névralgique de cette opération se situe à la Grande Poste, au cœur de la capitale, où une manifestation de trois jours a été programmée. L'objectif affiché est multiple : mettre en lumière les efforts déployés par l'État pour améliorer la qualité des services, valoriser les progrès réalisés dans la digitalisation des prestations, et sensibiliser le public à l'importance de préserver le système national de sécurité sociale. Dans ce contexte, Meziane Kaidi, sous-directeur de la CNAS, a souligné l'importance de cette journée d'information pour faire connaître les services numériques de la caisse, notamment la plateforme «EL-HANAA» qui permet aux assurés sociaux d'obtenir tous leurs documents administratifs de manière électronique. La CASNOS n'est pas en reste, comme l'a expliqué Salima Sahnoune, chargée d'information, en présentant la plateforme «Damancom» qui offre pas moins de 24 services électroniques à ses affiliés. La CACOBATPH, par la voix de sa conseillère en

communication Samiha Ouali, a mis en avant ses avancées technologiques significatives, proposant désormais 20 services numériques destinés aux travailleurs des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique. L'ONAAAPH, représenté par Zakaria Bouazabia, a quant à lui détaillé les facilitations administratives mises en place pour l'obtention de prothèses, soulignant l'introduction de nouvelles techniques de fabrication de haute précision, notamment l'utilisation de la technologie 3D pour les appareils auditifs. Dans les wilayas du Sud, la campagne revêt une importance particulière. À Ouargla, des portes ouvertes ont été organisées pour présenter l'ensemble

des prestations numériques. Abderahim Hadri, directeur de l'agence CNAS locale, a insisté sur la simplification des démarches grâce aux outils numériques. Le directeur régional de la CACOBATPH, Abdelmoneim Dahan, a quant à lui mis l'accent sur l'évolution significative des prestations numériques ces dernières années. À Djanet, une exposition documentaire détaillée présente les différents services offerts, depuis la déclaration des travailleurs jusqu'aux modalités d'adhésion, en passant par les plateformes numériques et la couverture sociale. Dans la wilaya frontalière de Bordj Badji Mokhtar, Ben Al-Mabrouk Cheikh, directeur de l'agence CASNOS, a souligné la

volonté d'élargir la base d'adhérents tout en renforçant la communication de proximité. La ville de Tamanrasset participe également à ce mouvement national avec des journées d'information mettant en lumière les mécanismes de transition numérique. Cette campagne d'envergure, qui se poursuit jusqu'au 26 décembre, prévoit également des journées d'études et des caravanes d'information à travers l'ensemble des wilayas du sud du pays, illustrant la volonté des autorités d'assurer une couverture exhaustive du territoire national et de ne laisser aucune région à l'écart de cette modernisation des services de sécurité sociale.

LYNA LARBI

CONVENTION ENTRE L'USTHB ET «CHINA HARBOUR ENGINEERING»

Des stages immersifs au profit des étudiants

Une convention de Coopération a été signée hier entre l'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB) et la société «China Harbour Engineering», en vertu de laquelle les étudiants bénéficieront de formations et de stages au sein de cette entreprise chinoise. Ce partenariat qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie adoptée par le secteur de l'enseignement supérieur vise à «s'ouvrir sur le secteur économique et à préparer les diplômés de l'université à la vie professionnelle», a souligné à cette occasion le recteur de l'université, M. Djamel Eddine Akretche, rappelant un précédent partenariat entre l'USTHB et cette entreprise dans le domaine du génie civil. En vertu de cette convention, la société «China Harbour Engineering» s'engage à «assurer des formations et des stages au profit des étudiants

de l'USTHB, notamment ceux qui s'apprennent à soutenir leurs projets de fin d'étude supervisés par la China Harbour Engineering». Pour sa part, le directeur général de la société chinoise Yingguang Sun, a salué les relations historiques entre son pays et l'Algérie, mettant en avant l'importance de ce partenariat avec l'université algérienne qui viendra consolider ces relations bilatérales privilégiées. Il a par ailleurs, rappelé que la société «China Harbour Engineering», présente en Algérie depuis 18 ans, supervisait une vingtaine de projets dans divers secteurs, indiquant que de tels partenariats permettront de former une main-d'œuvre algérienne qualifiée, notamment les techniciens, afin de contribuer à la réalisation de ces projets. Notons que la signature de cette convention entre dans le cadre des politiques mises en place afin d'inciter les

universités à s'ouvrir sur l'environnement économique. Dans ce contexte, l'USTHB a signé plusieurs conventions de coopération avec des entreprises économiques. Les dernières datent du mois de novembre dernier lorsque l'USTHB a signé des conventions de partenariat scientifique et pédagogique avec sept entreprises et organismes économiques nationaux, dans le but de renforcer les liens entre le monde de la recherche et celui de l'entrepreneuriat. Il s'agit des deux entreprises pharmaceutiques Saïdal et Biopharm, de l'entreprise Faderco, du cimentier Holcim, de la Société nationale de sidérurgie (SNS) ainsi que le syndicat de la filière Plasturgie et Djazpora, une association dédiée au développement économique en Algérie en favorisant la collaboration avec la diaspora.

R.N.

AG DU GROUPE SONELGAZ

Un important plan d'investissements à l'horizon 2030

Face à une demande énergétique en constante augmentation, le Groupe Sonelgaz s'engage dans une planification rigoureuse de ses infrastructures électriques et gazières, visant à améliorer ses prestations de service à la clientèle. Les plans de développement à l'horizon 2030 prévoient une expansion significative dans tous les secteurs d'activité.

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a présidé ce lundi à Alger l'Assemblée générale du groupe Sonelgaz. Cette session, qui s'est tenue au siège de la Direction générale de l'entreprise, était principalement dédiée à l'analyse des activités de développement du groupe et au suivi de ses mégaprojets stratégiques, selon un communiqué officiel du ministère. L'événement a rassemblé plusieurs hauts responsables, notamment le ministre des Finances, Laaziz Faïd, le Conseiller présidentiel chargé de l'Énergie, des mines et de l'environnement, Amine Mazouzi, ainsi que Mourad Adjal, PDG de Sonelgaz, accompagné des membres de l'Assemblée générale. Au cœur des discussions figuraient plusieurs points cruciaux, avec un accent particulier sur l'évaluation des activités de développement du Groupe, l'avancement des

grands projets en cours, et les questions relatives à la gestion et à l'approvisionnement. Un examen approfondi a été réalisé concernant le plan de développement des installations énergétiques des filiales de Sonelgaz pour la période 2025-2030, mettant particulièrement l'accent sur les initiatives visant à consolider les capacités de production et de transport énergétique. L'Assemblée a également abordé divers autres aspects liés aux activités du Groupe et de ses filiales, dans l'optique d'optimiser les performances et d'atteindre les objectifs stratégiques fixés. Cette réunion s'inscrit dans une démarche plus large de suivi des efforts déployés pour renforcer la sécurité énergétique nationale et promouvoir un développement durable. Lors de son intervention, le ministre d'État a tenu à réaffirmer son soutien indéfectible au groupe Sonelgaz et à l'ensemble de ses filiales. Il a particulièrement insisté sur la

nécessité d'une action coordonnée pour améliorer la qualité des services offerts aux citoyens, tout en renforçant les capacités du groupe dans la réalisation de ses projets et la gestion des défis à venir. Cette assemblée marque ainsi une étape importante dans la stratégie de développement du secteur énergétique algérien, témoignant de l'engagement continu des autorités dans la modernisation et l'amélioration des infrastructures énergétiques du pays. Pour rappel, et face à une demande énergétique en constante augmentation, le Groupe Sonelgaz s'engage dans une planification rigoureuse de ses infrastructures électriques et gazières, visant à améliorer ses prestations de service à la clientèle. Les plans de développement à l'horizon 2030 prévoient une expansion significative dans tous les secteurs d'activité. Dans le domaine de la production électrique, une augmentation de capacité de 12 252 MW est programmée, dont 11 980 MW destinés au Réseau Interconnecté Nord, avec un transfert stratégique de 272 MW vers le Pôle In Salah Adrar Timimoun, selon les données publiées par le groupe sur son site internet. Les Réseaux du Grand Sud bénéficieront d'un renforcement comprenant le transfert de 140 MW en Turbines à Gaz et l'installation de 50 MW en systèmes photovoltaïques pour les sites fonctionnant au diesel. Sonelgaz

affirme son ambition de maintenir sa position de leader dans le secteur des énergies renouvelables, prévoyant la réalisation d'environ 30% du programme national en photovoltaïque, soit 4 000 MWc. Le réseau de transport d'électricité connaîtra une expansion majeure avec la réalisation de 20 296 km de nouvelles lignes sur la période 2021-2030, auxquels s'ajoutent 12 744 km déjà en projet. À terme, le réseau atteindra 64 204 km, répartis entre 15 628 km en 400 kV, 25 516 km en 220 kV et 22 442 km en 60 kV, pour une puissance totale de 98 540 MVA. Dans le secteur gazier, le GRTG prévoit un investissement de 200 milliards de dinars pour l'installation de 2 734 km de nouvelles canalisations, permettant le transport d'un volume supplémentaire de 58,9 Gm3 de gaz. Le plan de développement des réseaux de distribution intègre les programmes d'électrification et de distribution publique du gaz, les raccordements de nouveaux clients et la modernisation des infrastructures. La Société Algérienne de Distribution de l'Électricité et du Gaz prévoit le déploiement de 101 960 km de lignes électriques et 38 864 postes pour desservir 4,4 millions de nouveaux clients en électricité, ainsi que 56 792 km de réseau gazier pour 4,3 millions de clients supplémentaires.

SABRINA AZIOUEZ

SELON LA PLATEFORME ATTAQA

Vers une hausse de la production pétrolière algérienne en 2025 et 2026

La production de pétrole en Algérie atteindra 908 000 barils/jour à la fin du premier trimestre de l'année 2025, selon un rapport publié, hier, par la plateforme spécialisée en énergie "attaqa.net", qui rappelle que l'Algérie et 7 pays membres du cartel OPEP+ ont décidé de prolonger les réductions volontaires de la production de 2,2 millions de barils/jour, effectives depuis novembre 2023, pour une durée de trois mois soit jusqu'à mars 2025. Selon la même source, l'Algérie participe avec 51 000 barils/jour dans les réductions volontaires de la production, précisant au passage que le quota de l'Algérie dans ses réductions volontaires supplémentaires est estimé à près de 49 000 barils/jour, soit un total de 99 000 barils/jour.

Continuant dans le même sens, les experts de cette plateforme ont indiqué que la production pétrolière de l'Algérie augmentera à près de 911 000 barils/jour au mois d'avril 2025 dans le cas d'un retour graduel du quota avec lequel l'Algérie participe aux réductions volontaires de la production, soit 51 000 barils/jour. Plus explicitement,

ces experts ont annoncé que la production pétrolière de l'Algérie enregistrera une hausse de 3000 barils/jour pour atteindre près de 914 000 barils/jour en mai 2025, ajoutant que cette tendance ascendante se poursuivra au mois de juin 2025 pour atteindre la barre de 917 000 barils/jour. En juillet 2025, la production pétrolière de l'Algérie atteindra, selon notre source, 919 000 barils/jour et elle progressera de 3000 barils/jour pour se stabiliser autour de 922 000 barils/jour en août 2025. Cette hausse continue de la production pétrolière se poursuivra davantage avec le même rythme soit 3000 barils/jour pour atteindre 925 000 barils/jour, 928 000 barils/jour et 931 000 barils/jour respectivement en septembre, octobre et en novembre 2025, affirmant que cette augmentation de la production pétrolière de l'Algérie maintiendra sa courbe haussière durant l'année 2026. Et pour cause, cette production atteindra, selon ces experts, 1 007 000 millions de barils/jour sans compter les modifications relatives aux opérations de réductions de la production et les réductions volontaires conformément aux quotas de production

des pays membres du cartel OPEP+, précisant dans la foulée que la production pétrolière de l'Algérie est estimé à 936 000 barils/jour au mois de janvier 2026 avant de progresser avec une moyenne mensuelle de 2000 à 3000 barils/jour pour atteindre respectivement 939 000 barils/jour en février 2026 contre 942 000 barils/jour en mars 2026. Ceci dit, la production pétrolière de l'Algérie augmentera à 956 000 barils/jour en août 2026 avant de se stabiliser au niveau de 959 000 barils/jour en septembre 2026, selon cette plateforme spécialisée, qui souligne que la moyenne de la production pétrolière de l'Algérie est évaluée à 907 000 barils/jour durant le premier trimestre 2024 contre 909 000 barils/jour au troisième trimestre de l'année 2024. Selon ladite plateforme, l'Algérie maintient toujours son niveau de production pétrolière à travers notamment l'injection d'investissements importants soit 50 milliards de dollars durant la période 2024-2028 dans les activités d'exploration et de production du pétrole et du gaz ainsi que le développement de l'industrie pétrochimique.

HAKIM AOMAR

INDUSTRIE DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES

Évolution significative sur la voie de l'autosuffisance alimentaire

Proposant une gamme aussi riche que diversifiée, l'industrie des équipements agricoles en Algérie, dont un échantillon de matériels est exposé à la Foire de la production algérienne (FPA), au Palais des expositions des Pins maritimes à Alger, reflète l'engagement des pouvoirs publics à l'amélioration des pratiques agricoles et le renforcement de l'autosuffisance alimentaire. Marquée par une évolution significative, l'industrie des équipements agricoles s'emploie à répondre aux attentes des agriculteurs et s'aligne avec la stratégie nationale visant l'augmentation de la production, notamment dans les filières stratégiques. Ainsi, des solutions technologiques sont adoptées, des initiatives sont lancées et le défi est d'augmenter continuellement le taux d'intégration industrielle. Dans une déclaration à l'APS, la directrice commerciale de l'entreprise nationale de Commercialisation de matériels agricoles PMAT, Fatiha Harrad, a indiqué que l'entreprise «commercialise une large gamme dont des tracteurs, des moissonneuses-batteuses, des matériaux de semis et fertilisation, de fénaison d'irrigation, et de transport agricoles». Dans la gamme des moissonneuses-batteuses «nous proposons des engins de largeur

de travail de 4,2 mètres jusqu'à 7,2 mètres, destinées aux grandes surfaces agricoles du Sud du pays», a-t-elle détaillé, relevant qu'en matière de moissonneuses-batteuses, les efforts sont concentrés actuellement sur la production d'engin de largeur de travail de 9 mètres «dans l'objectif d'améliorer l'efficacité des opérations agricoles». L'entreprise publique, qui commercialise les produits des unités Etrag et ATC de Constantine, de Sampo Algérie, l'entreprise de construction de matériels agricoles, et Galucho Algérie, implantées dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, œuvre aussi à garantir à ses clients les pièces de rechange et à assurer un service après vente. De son côté, le gérant de Tirsam, unité de statut privé de fabrication de semi-remorques, chariots élévateurs et tracteurs agricoles, Samir Maala, souligne à l'APS que l'industrie des engins agricoles connaît une évolution en corrélation avec l'avancée du secteur agricole et des plans d'actions du gouvernement visant l'autosuffisance alimentaire. Dans ce contexte, M. Maala a relevé que Tirsam, implantée dans la wilaya de Batna, commercialise annuellement 3000 tracteurs agricoles de 26 à 36 chevaux. «Les tracteurs de grande puissance sont destinés à l'activité agri-

cole céréalière notamment dans le sud du pays», a-t-il précisé, assurant que le taux d'intégration dans la fabrication des tracteurs dépasse actuellement les 30%. «Nous accordons une attention particulière à augmenter le taux d'intégration industrielle dans nos produits conformément aux orientations du président de la République, et nous œuvrons à proposer un produit de qualité à des prix compétitifs», a affirmé le même responsable. Tirsam, qui compte plus de 900 employés, ambitionne d'augmenter la production de ses tracteurs pour atteindre sa capacité théorique de 5000 tracteurs. Au stand du Groupement de promotion de l'industrie mécanique, relevant du ministère de la Défense nationale, le commandant Mohamed-Lamine Djellouat affirme que le groupement collabore avec les unités de production des équipements agricoles et qu'il est soucieux de leur offrir des pièces entrant dans la fabrication des tracteurs et autres engins agricoles répondant aux standards internationaux. «Nous produisons plus de 70 pièces pour l'industrie agricole entrant dans la fabrication des moteurs des tracteurs et autres segments du domaine, grâce à une équipe d'ingénieurs et de techniciens à la compétence avérée dans le

reverse engineering» a indiqué à l'APS le commandant, détaillant que ces pièces sont réalisées au niveau de la fonderie de Rouiba notamment. Et d'ajouter: «le groupement œuvre également à augmenter le taux d'intégration industrielle non seulement des engins agricoles mais également ceux des travaux publics et de l'industrie militaire et à répondre aux besoins en la matière du marché local». Dans ce contexte, le commandant Djellouat a relevé que le groupement accorde à la formation un intérêt particulier, soulignant que des sessions de formation en interne et externe sont programmées périodiquement aux équipes de techniciens et d'ingénieurs qui chapeautent l'industrie mécanique dans sa globalité dont l'objectif est de «se mettre au diapason des dernières technologies dans le domaine de l'industrie et de produire des pièces de qualité, répondant aux normes internationales». Inaugurée jeudi dernier par le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, la 32ème édition de la Foire de la production algérienne se tient jusqu'au 28 décembre courant, avec la participation de plus de 600 entreprises qui exposent leurs produits et services dans divers secteurs d'activité.

APS

ANNABA

Un hôpital ophtalmologique à El Bouni

La réalisation d'un hôpital d'ophtalmologie vise à améliorer la qualité des services médicaux, notamment en ophtalmologie, dont la forte demande a nécessité la création d'une nouvelle infrastructure.

Les structures de santé de la wilaya d'Annaba seront renforcées par la réalisation d'un hôpital d'ophtalmologie, au niveau du pôle sanitaire d'El Bouni. La décision a été prise à la suite de la saturation de l'actuel centre ophtalmologique du « Champ de Mars », dans la commune d'Annaba. Le souci a été soulevé par un député du Parti de la Justice et du Développement (PJD), qui avait interpellé, en décembre courant, le ministre de tutelle sur l'insuffisance de l'infrastructure actuelle. Le député a expliqué que l'ancien établissement remontant à l'époque coloniale reconverti en centre ophtalmologique, n'est plus en mesure de contenir l'afflux de patients de la wilaya d'Annaba et ceux des

wilayas limitrophes. En réponse à cette question formulée par le député sous forme de question écrite, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a annoncé que les structures de santé de la wilaya d'Annaba seront renforcées par la réalisation d'un hôpital d'ophtalmologie dans le cadre de la concrétisation d'un second Centre Hospitalo-universitaire (CHU) qui sera projeté dans la perspective d'améliorer la prise en charge des besoins des malades de l'Est du pays. Le ministre de la Santé a confirmé qu'une aile spécialisée sera intégrée au futur Centre Hospitalier Universitaire (CHU) d'El Bouni. Le nouveau CHU, dont la construction est prévue dans la commune d'El Bouni, s'étendra sur une superficie de 30 hectares avec une capacité d'accueil de 500 lits. La nouvelle infrastructure ophtalmologique comprendra une unité dédiée aux soins ophtalmologiques, répondant aux besoins croissants de la région en matière de santé oculaire. Rappelons que l'actuel centre ophtalmologique du « Champ de Mars » était initialement une clinique privée qui a connu plusieurs mutations. Elle était dans un premier temps clinique d'obstétrique et d'accouchement, avant d'être transformée en centre public de soins ophtalmologiques. Cette dernière reconversion, bien que nécessaire, s'avère aujourd'hui insuffisante face à la forte demande sur les soins ophtalmologiques spécialisés. Cette nouvelle infrastruc-



El Bouni est un grand pôle sanitaire en devenir. (Photo DR)

ture s'inscrit dans une démarche d'amélioration de l'offre de soins dans la région Est du pays. La réalisation de cette nouvelle infrastructure devra attendre le lancement des travaux du nouveau CHU d'El Bouni prévu pour le début 2025. Ainsi, la wilaya d'Annaba serait l'une des mieux dotées du pays en équipements de santé. Et cela, grâce aux investissements de l'État qui

fait bénéficier Annaba de projets d'envergure, notamment le pôle sanitaire d'El Bouni. Avec ces nouveaux acquis, la carte sanitaire de la wilaya d'Annaba comprend 16 hôpitaux, dont 9 unités relevant du CHU d'Annaba, ainsi que 32 polycliniques, mobilisant un total de 15.000 cadres et agents de santé.

SOFIA CHAHINE

M'SILA

Le gérant d'un moulin privé placé en détention pour spéculation

Le gérant d'un moulin privé a été placé en détention pour son implication, avec trois autres mis en causes, dans une affaire de spéculation illégale, perturbation du marché et détournement de marchandises de leur destination, entre autres. La mise à nu de cette affaire, selon une source sécuritaire, fait suite à l'enquête menée par les éléments de la Brigade économique et financière de la police judiciaire, Près la Sûreté de wilaya de M'sila, sur une personne transportant des quantités de maïs et de soja à bord d'un tracteur équipé d'une remorque, au motif qu'il s'agissait, est-il avancé, de produit destiné à l'alimentation du bétail. Selon les explications apportées par nos sources, lors du contrôle du roulant, il a été constaté de grandes quantités de maïs et de soja purs, dépourvue de toutes compositions, nous dit-on. Emballés dans des sacs, les produits ne portaient aucune donnée d'étiquetage obligatoire, contrairement aux factures présentées par le chauffeur et qui étaient censées porter la mention de produits destinés à l'aliment de bétail. Suite à quoi, le chargement estimé à environ 120 quintaux (99,80 quintaux de maïs pur et 20 quintaux de soja), ont aussitôt été saisis. Une information judiciaire a été ouverte par la brigade financière et économique. L'affaire a débouché, a fait savoir

notre source, sur l'implication dans cet acte de spéculation illégale sur le maïs et le Soja, de 4 personnes, dont le propriétaire d'un moulin privé. L'enquête des services de sécurité a, par ailleurs, révélé d'autres actes outre la spéculation illégale, comme la perturbation du marché, détournement

de produits de leur destination, émission de factures non conformes et vente de matières premières dans leur état d'origine. À l'issue des mesures judiciaires d'usage, les 4 prévenus ont été déférés par devant le parquet du tribunal de M'sila. Au terme de l'instruction, le magistrat ins-

tructeur a ordonné la mise en détention provisoire pour le gérant du moulin privé et du chauffeur du tracteur, tandis que deux autres personnes ont été placées sous contrôle judiciaire, a conclu la même source.

SOFIA CHAHINE

CONSTANTINE

Approbation du cahier des charges relatif à l'extension de la ligne du tramway

Le cahier des charges relatif à l'allongement de la ligne du tramway de Constantine, depuis l'actuel terminus situé près de l'université Abdelhamid-Mehri, dans la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli, jusqu'à l'extension-ouest de cette même circonscription, ont indiqué, lundi, les services de la wilaya. La même source a ajouté qu'eu égard à la dynamique imprimée au développement, à Constantine, notamment dans le secteur des transports, l'Entreprise Métro d'Alger (EMA) a lancé, début décembre en cours, une étude détaillée pour l'extension de la ligne du

tramway jusqu'à l'extension-ouest d'Ali-Mendjeli, à travers la publication d'un appel d'offres national. Selon la même source, le prolongement prévu s'étend sur une distance de 4,6 kilomètres, entre le terminus actuel et l'extension ouest d'Ali Mendjeli (qui relève administrativement de la daïra d'Ain Smara), en passant par le siège de la circonscription administrative au niveau de l'unité de voisinage (UV) n 14. Les services de la wilaya ont précisé que la fiche technique préliminaire du projet «prévoit la construction de sept (7) stations et de cinq (5) intersections tout le long du tracé de

ce moyen de transport urbain vital entre Constantine et Ali Mendjeli». Cette extension du tracé «contribuera à l'amélioration du transport entre les villes de Constantine et Ali Mendjeli, d'autant que la ligne dessert plusieurs installations vitales telles que les universités, les centres commerciaux, les établissements de santé, les structures administratives, en plus d'être un moyen de transport moderne et respectueux de l'environnement permettant d'économiser du temps et des efforts», a-t-on conclu de même source.

APS

ORAN

Rencontre sur l'entrepreneuriat en milieu agricole au profit des agriculteurs et des femmes rurales

La Chambre d'agriculture de la wilaya d'Oran a organisé, mardi à Misserghine, une rencontre de sensibilisation sur l'entrepreneuriat en milieu agricole, destinée aux agriculteurs, à leurs enfants, aux femmes rurales actives dans le domaine agricole et aux jeunes intéressés par l'agriculture. Cette rencontre, organisée en coordination avec l'antenne d'Oran de l'Agence nationale d'appui et de

développement de l'entrepreneuriat (ANADE), avait pour objectif d'informer les agriculteurs, leurs enfants et les femmes rurales activant dans le secteur agricole sur les différents avantages offerts dans le cadre du dispositif de soutien et de développement de l'entrepreneuriat, a précisé à l'APS le président de la Chambre d'agriculture, Rezouga Saïd. La rencontre, à laquelle ont participé de nombreux acteurs du

secteur agricole d'Oran, ainsi que des cadres de l'ANADE, de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit, a permis de présenter les conditions d'accès à ce dispositif destiné à développer les filières agricoles dans la wilaya et d'encourager les agriculteurs et leurs enfants à élargir leurs activités agricoles, a ajouté M. Rezouga. Cette rencontre s'inscrit

dans le cadre d'une campagne de sensibilisation destinée aux artisans et aux acteurs de divers secteurs, dont l'agriculture, qui ne bénéficient pas encore des dispositifs de soutien de l'Etat. Elle vise à les informer des avantages offerts par les dispositifs de l'ANADE des modalités d'accès au soutien et au financement, ainsi que des avantages fiscaux associés, comme l'a expliqué un responsable de la communica-

tion à l'antenne de la wilaya d'Oran de l'ANADE, M. Bessaï Brahim. Le même responsable a fait observer que «toute personne souhaitant développer ou diversifier son activité dans divers secteurs, y compris l'agriculture, peut bénéficier d'un prêt sans intérêt allant jusqu'à 10 millions de dinars, à condition que son âge soit compris entre 20 et 58 ans».

APS

SOUDAN

La famine progresse

La famine s'est installée dans cinq nouvelles régions du Soudan déchiré par la guerre, indique mardi un rapport du système de classification de la sécurité alimentaire (IPC), utilisé par les agences de l'ONU, prévoyant une nouvelle propagation dans la région du Darfour d'ici le mois de mai.

Au total, 638.000 personnes sont désormais confrontées à la famine dans trois camps de réfugiés du Darfour du Nord et dans les monts Nouba, dans le sud du Soudan, selon le rapport. En août, l'IPC avait déclaré l'état de famine dans le camp de déplacés de Zamzam, au nord du Darfour. Notons que l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé mardi un appel à plus de financement pour répondre aux besoins croissants des réfugiés soudanais arrivant en Libye, alors que leur nombre augmente et que les températures se rafraîchissent. «Outre l'engagement des autorités et des communautés libyennes à soutenir les Soudanais fuyant le conflit, un soutien supplémentaire de la part de la communauté internationale est nécessaire pour renforcer l'accès à la nourriture, à l'eau potable, à la santé et à l'éducation», a déclaré dans un communiqué Aseer Al-Madaïen, la représentante du HCR en Libye. Selon Mme Al-Madaïen, ce soutien sera «essentiel» pour étendre les activités à travers la Libye, en particulier le soutien aux centres de santé à Alkufra, l'amélioration des conditions de vie et l'assistance pour répondre aux besoins des réfugiés

les plus à risque. En effet, le HCR qui dirige la réponse inter-agences à la crise soudanaise en Libye, est «à la recherche de 22 millions de dollars américains» pour répondre aux besoins estimés de 450.000 réfugiés et communautés d'accueil d'ici la fin de l'année 2025. «Alors que nous entrons dans une nouvelle année, nous devons agir rapidement pour éviter de nouvelles souffrances et protéger des vies», a ajouté la représentante du HCR en Libye. Depuis le début de l'année, le nombre de réfugiés soudanais en Libye a doublé, avec environ 400 arrivées

par jour dans le pays. Depuis avril 2023, un conflit opposant au Soudan l'armée gouvernementale aux Forces de soutien rapide (FSR) a fait des milliers de morts et plus de 11 millions de déplacés, selon l'ONU. La crise soudanaise a provoqué des déplacements à grande échelle dans toute la région, avec 8,4 millions de personnes déplacées à l'intérieur du Soudan et 3,1 millions de réfugiés soudanais dans les pays voisins, dont environ 210.000 en Libye. «Les réfugiés en Libye ont enduré d'immenses difficultés au cours de leur périple», a affirmé ce responsable du HCR. Les réfugiés et les communautés d'accueil des régions reculées comme Alkufra sont confrontés à des conditions particulièrement difficiles. Les prix des denrées alimentaires dans l'Alkufra sont supérieurs de 19 % à la moyenne nationale en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, de l'augmentation de la demande et des pénuries de carburant, le tout aggravé par le conflit en cours au Soudan.



638.000 personnes sont confrontées à la famine. (Photo DR)

De nombreux réfugiés s'efforcent de survivre dans des conditions de vie inférieures aux normes. Une assistance urgente est nécessaire, notamment des couvertures, des vêtements chauds et des matériaux renforcés pour les abris, afin d'aider les réfugiés à passer l'hiver, a précisé la représentante du HCR en Libye,

plaidant pour le renforcement de l'accès aux soins de santé, l'amélioration des conditions de vie grâce à la distribution de matériel de secours et le renforcement de l'accès aux documents fournis par les autorités locales afin d'améliorer la liberté de mouvement et la protection.

R.I. AVEC AGENCES

L'Ethiopie et Djibouti conviennent de lutter contre les forces anti-paix

Les institutions sécuritaires d'Ethiopie et de Djibouti ont convenu de constituer un groupe de travail conjoint pour lutter contre les forces anti-paix, qui sévissent le long de leur frontière commune. Le Service national éthiopien du renseignement et de la sécurité (NISS) et le Service de documentation et de sécurité de la République de Djibouti ont signé un accord pour créer un groupe de travail conjoint en charge de neutraliser les forces opposées à la paix, qui opèrent le long de leur frontière commune, selon

un communiqué de presse publié lundi par le NISS. L'accord a été conclu après que le directeur général du NISS, Redwan Hussein, s'est entretenu avec la délégation du Service djiboutien de documentation et de sécurité en visite en Ethiopie, menée par le directeur Hassen Seid, pour discuter de questions sécuritaires d'intérêt commun. Après cette réunion, les parties ont convenu d'élever le niveau de leur coopération en matière de sécurité, de renseignement et dans les domaines connexes, ajoute le communi-

qué. Les deux parties se sont également accordées pour renforcer leur coopération afin de lutter contre la criminalité transfrontalière, en particulier la traite d'êtres humains et le trafic d'armes, ainsi que pour empêcher l'immigration clandestine. Le NISS a indiqué qu'ils avaient aussi discuté de la façon de relever les défis sécuritaires constatés dans le commerce d'exportation et d'importation de l'Ethiopie via le port de Djibouti.

APS

DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION EN HAÏTI

Le Conseil de sécurité de l'ONU se dit «profondément préoccupé»

Le Conseil de sécurité de l'ONU a réitéré sa «profonde préoccupation» face à la persistance et à la détérioration de la crise multiforme en Haïti, ainsi que les restrictions de l'accès humanitaire, appelant à redoubler les efforts pour mettre fin à la violence et continuer de soutenir les Haïtiens. Dans une déclaration à la presse lundi, les membres du Conseil ont affirmé que les crises qui sévissent en Haïti, qui comprennent une grave instabilité politique, des difficultés économiques, des menaces pour la sécurité, des violations des droits de l'homme et une insécurité alimentaire aiguë, sont exacerbées par les restrictions d'accès à l'aide humanitaire, qui rendent difficile l'acheminement de l'aide à ceux qui ont en besoin. Ils ont fermement condamné la poursuite des activités criminelles déstabilisatrices et des violences commises par les gangs, demandant de «mettre fin à l'escalade de la violence, qui a de graves conséquences humanitaires, notamment l'aggravation de l'insécurité alimentaire, et qu'un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave soit autorisé». La communauté internationale doit «redoubler d'efforts pour apporter une aide humanitaire à la population et soutenir la police nationale haïtienne, notamment en renforçant sa capacité à rétablir

l'ordre public par l'intermédiaire de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MSS)», ont-ils affirmé. Se félicitant du déploiement de la mission MSS en Haïti, des offres de participation faites par plusieurs Etats membres, ainsi que des contributions financières destinées à soutenir les opérations de la mission MSS, le Conseil a encouragé à accélérer son déploiement, ainsi que les contribu-

tions volontaires supplémentaires et le soutien à la Mission. Les membres du Conseil de sécurité ont réitéré leur ferme condamnation de l'augmentation de la violence, des activités criminelles, des déplacements massifs de personnes et des violations des droits de l'homme qui compromettent la paix, la stabilité et la sécurité d'Haïti et de la région, citant les enlèvements, les violences, en particulier à

l'encontre des femmes et des jeunes filles, la traite des personnes et le trafic de migrants. Les Quinze ont en outre souligné «la nécessité de créer des conditions de sécurité propices à un processus politique inclusif et à des élections libres et régulières en Haïti», ajoutant qu'il importait «de progresser d'urgence dans la transition politique».

APS

Deux marins portés disparus après le naufrage d'un cargo russe en Méditerranée

Deux marins sont portés disparus après le naufrage d'un cargo russe d'une société dépendant du ministère de la Défense dans les eaux internationales de la Méditerranée, a indiqué mardi la diplomatie russe, les circonstances de l'incident restant à éclaircir. Le cargo Ursa Major avec 16 membres d'équipage à son bord, tous des citoyens russes, «a fait naufrage après une explosion survenue dans sa salle des machines», selon le communiqué du ministère. Quatorze marins ont pu être sauvés et emmenés vers le port espagnol de Carthagène et «deux sont portés disparus», a-t-il précisé. Selon les secours en mer espagnols, Ursa Major «a émis un appel d'alerte» dans la nuit de lundi à mardi, à environ 105 km de la côte de la ville espagnole d'Almeria, sur fond de «mauvaises conditions météorologiques». Une

section du Comité d'enquête russe, organe chargé des principales investigations dans le pays, a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête pour «violation des règles de sécurité» du transport maritime, sans plus de détails. Des bateaux espagnols ont été dépêchés pour prendre en charge les 14 rescapés, avant qu'un navire de guerre russe ne prenne le relais des opérations de sauvetage, d'après les secours espagnols. Le cargo est le plus grand navire de la société Oboronlogistika, qui dépend du ministère russe de la Défense et fournit également des services de transport et de logistique civils. Oboronlogistika «répond aux besoins du ministère russe de la Défense concernant le transport, le stockage et la production de biens militaires et à usage spécial», d'après cette même source.

AGENCES

Turquie

12 morts dans une explosion dans une usine de munitions

Au moins 12 personnes ont été tuées et trois autres blessées mardi dans une explosion survenue dans une usine de munitions du nord-ouest de la Turquie, a annoncé le gouverneur de la province. «Douze de nos concitoyens sont morts dans l'explosion de l'usine du district de Karesi», a déclaré le gouverneur de la province de Balikesir, Ismail Ustaoglu, sur la chaîne d'information en direct NTV. Les trois personnes blessées dans l'explosion ont été hospitalisées sans que leur état de santé ne soit jugé grave, selon le gouverneur. Selon les autorités locales, l'usine où est survenue l'explosion produit des munitions et des explosifs à usage civil. Des images diffusées par les chaînes de télévision turques montrent des panneaux de métal et des morceaux de verre soufflés aux alentours de l'usine, qui s'est en partie effondrée, indique encore le gouverneur. Une enquête a été ouverte et la piste du sabotage a d'ores et déjà été écartée, selon les autorités.

Project Syndicate POUR La Sentinelle

Un scénario de base pour l'économie mondiale en 2025

En 2024, la géopolitique mondiale et les politiques nationales ont connu des bouleversements considérables. L'économie mondiale montre à la fois des faiblesses significatives, notamment en Europe et en Chine, et des points positifs notables, en particulier aux États-Unis. L'année à venir élargira encore la gamme des scénarios possibles.

PAR MOHAMED A. EL-ERIAN

Décembre est souvent l'occasion de faire le bilan de l'année écoulée et d'envisager ce que l'avenir pourrait réserver. Cela est vrai à titre personnel – dans ma famille, nous avons l'habitude de le faire autour de la table. Mais c'est également vrai à un niveau plus large, cette période de l'année invitant à examiner l'intersection entre économie, politique nationale et géopolitique mondiale.

On pourrait s'attendre à ce que ces trois domaines soient alignés, car ils sont profondément interconnectés, suggérant des dynamiques auto-renforçantes. Mais l'année 2024 a révélé une dispersion inhabituelle dans cette relation, qui s'est élargie au lieu de se resserrer au fil du temps.

Commençons par la géopolitique. En 2024, la Russie a accru son avantage dans la guerre en Ukraine au-delà des prévisions consensuelles de l'année précédente. De même, les souffrances humaines et les destructions physiques causées par la guerre à Gaza ont dépassé les attentes déjà sombres de nombreux observateurs et se sont étendues à d'autres pays, comme le Liban. L'apparente impunité des puissants, combinée à l'absence de moyens efficaces pour prévenir les crises humanitaires graves, a renforcé pour beaucoup le sentiment que l'ordre mondial est fondamentalement déséquilibré et dépourvu de garde-fous applicables.

Sur le plan de la politique intérieure, les bouleversements ont dominé dans de nombreux pays. En France et en Allemagne – les deux plus grandes économies européennes –, des gouvernements sont tombés, laissant l'Union européenne sans leadership politique. Aux États-Unis, après la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle du mois dernier, une transition politique s'annonce, marquée par une augmentation significative de l'influence politique d'une nouvelle « contre-élite ».

Parallèlement, un « axe de convenance » – regroupant la Chine, l'Iran, la Corée du Nord et la Russie – cherche à défier l'ordre international dominé par l'Occident. D'autres événements récents – de la déclaration de la loi martiale (rapidement annulée) par le président désormais destitué de la Corée du Sud, à l'effondrement du régime de Bachar el-Assad en Syrie – renforcent l'impression de vivre une époque de volatilité géopolitique et politique exceptionnelle.

L'année écoulée a également été marquée par



L'incertitude restera le maître-mot en 2025. (Photo DR)



Mohamed A. El-Erian, président du Queens' College à l'Université de Cambridge, est professeur à la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie. Il est l'auteur de "The Only Game in Town: Central Banks, Instability, and Avoiding the Next Collapse" (Random House, 2016) et co-auteur (avec Gordon Brown, Michael Spence et Reid Lido) de "Permacrisis: A Plan to Fix a Fractured World" (Simon & Schuster, 2023).

des développements macroéconomiques préoccupants. Le malaise européen s'est aggravé, les pays luttant contre une faible croissance et de grands déficits budgétaires. Et la Chine n'a pas répondu de manière crédible au danger évident de « japonisation », avec des facteurs tels que des données démographiques défavorables, un surendettement et une récession prolongée du marché immobilier affaiblissant la croissance, l'efficacité économique et la confiance des consommateurs.

Pourtant, les marchés boursiers sont restés relativement stables et ont enregistré des rendements élevés, avec près de 60 clôtures records pour l'indice S&P. La performance exceptionnelle de l'économie américaine en est une raison majeure. Loin de s'affaiblir, comme la plupart des économistes l'avaient prévu, les États-Unis ont creusé encore davantage leur avance. Compte tenu de l'ampleur des capitaux étrangers qu'ils attirent et de leurs investissements dans les moteurs futurs de la productivité, de la compétitivité et de la croissance, les États-Unis devraient continuer à surpasser les autres grandes économies en 2025.

Une conséquence de ce succès est que la Réserve fédérale américaine (Fed) n'a pas procédé aux réductions de taux d'intérêt de 1,75 à 2 points de pourcentage que les marchés anticipaient il y a un an. Cette tendance devrait se poursuivre : lors de sa réunion de politique monétaire de décembre, la Fed a signalé moins de baisses en 2025 et un taux terminal (de long terme) plus élevé.

Cependant, les bouleversements politiques et géopolitiques – et les perspectives limitées d'améliorations significatives – posent un risque pour la pérennité de l'exceptionnalisme économique américain. Même si les États-Unis continuent à surpasser leurs pairs, comme prévu, la gamme des résultats

possibles en termes de croissance et d'inflation s'est élargie. En fait, les résultats économiques et politiques mondiaux dans leur ensemble sont désormais soumis à un éventail plus large de possibilités, tant parce que les risques de baisse ont augmenté que parce que les innovations de pointe – dans l'intelligence artificielle, les sciences de la vie, la sécurité alimentaire, les soins de santé et la défense – pourraient transformer des secteurs et accélérer les gains de productivité.

En l'absence d'une réinitialisation majeure des politiques, mon scénario de base pour les États-Unis inclut un taux de croissance immédiat légèrement inférieur, même si l'économie surpasse ses pairs, et une inflation persistante. La Fed sera confrontée à un choix : accepter une inflation supérieure à l'objectif ou tenter de la réduire au risque de provoquer une récession.

Au niveau mondial, la fragmentation économique se poursuivra, poussant certains pays à diversifier davantage leurs réserves en s'éloignant du dollar américain et à explorer des alternatives aux systèmes de paiement occidentaux. Les rendements des obligations d'État américaines à dix ans – une référence mondiale – augmenteront légèrement, oscillant principalement dans une fourchette de 4,75 à 5 %. Quant aux marchés financiers, ils pourraient trouver plus difficile de maintenir leur statut de « maison solide » dans un voisinage géo-économique difficile.

Voici où nous en sommes actuellement. Mais, au-delà de la reconnaissance de cette dispersion élargie des résultats économiques possibles en 2025, il sera crucial de tester régulièrement tout scénario de base adopté par rapport aux développements réels.

Trump et l'Otan en 2025

Le Financial Times rapporte que les proches conseillers de Donald Trump en matière de politique étrangère ont apporté à la connaissance des hauts responsables européens, au début de ce mois de décembre 2024, que le président élu américain a l'attention d'exiger aux États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord l'augmentation de leurs dépenses de défense à hauteur de 5% de leur PIB respectifs, contre l'objectif actuel de 2% et dont 1/3 des membres de l'Alliance à l'heure d'aujourd'hui n'arrivent pas à atteindre.

PAR OLEG NESTERENKO

Voici le bref décryptage du positionnement au niveau sécuritaire de la future administration américaine dirigée par Donald Trump vis-à-vis des pays-membres de l'OTAN et, surtout, selon mon avis, ses véritables raisons sous-jacentes.

La dette européenne envers les États-Unis d'Amérique

Les deux principaux piliers de la réussite économique que les pays de l'Europe de l'Ouest ont connus dès la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, en tout cas selon la conviction de la classe politique américaine, sont les conditions très favorables au niveau des droits de douane accordées en 1947 par Washington à la production exportée vers les États-Unis depuis les pays européens en ruine, ainsi que l'accès au gaz bon marché obtenu par l'Allemagne via l'accord signé en 1970 avec l'URSS.

En parlant des faveurs douanières accordées par les Américains aux exportations européennes, il s'agit du General Agreement on Tariffs and Trade - l'accord GATT : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé par 23 pays, le 30 octobre 1947, qui a donné par la suite, le 1er janvier 1995, naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En ce qui concerne l'accès au gaz bon marché obtenu par les Allemands, il s'agit du contrat à long terme « tubes contre gaz », signé entre la République Fédérale d'Allemagne et l'Union Soviétique, le 1er février 1970. L'accord prévoyait la fourniture à l'URSS de tuyaux de grand diamètre et d'autres équipements pour la construction d'un gazoduc vers l'Europe occidentale, contre le gaz russe à des tarifs très avantageux. Le partenariat a connu un grand succès et a été appelé « l'affaire du siècle » en raison du fait qu'il était le plus important dans l'histoire des relations économiques russo-européennes.

Les années ont passé et l'Europe est devenue économiquement autosuffisante et, par la même occasion, la principale concurrente des Américains sur les marchés mondiaux, ce qui n'a pas été prévu initialement et est devenu guère plaisant aux yeux des administrations américaines successives.

Aujourd'hui, Donald Trump estime qu'il est temps pour le vieux continent de payer la facture de l'abondance qui lui a été procurée par l'Amérique dès la fin du conflit face à l'Allemagne nazie.

Après l'explosion du gazoduc Nord Stream, réalisée directement ou indirectement par le pouvoir américain sortant - nul doute sur les premiers bénéficiaires de l'action - afin d'aider à réfléchir l'Union Européenne dans « la bonne direction », le président américain nouvellement élu impose aux Européens l'augmentation des importations des produits énergétiques américains à des prix très élevés. Le cas échéant, Trump menace d'instaurer des conditions restrictives et des barrières douanières vis-à-vis de la production importée depuis l'UE. Et, par la même occasion, fait clairement comprendre aux homologues européens que le temps du GATT, de même que celui de l'OMC est révolu.

L'exigence de l'augmentation des investissements européens dans l'OTAN

Bien des années avant le déclenchement de la phase active du conflit entre l'Otan et la Russie sur le sol ukrainien, en juillet 2018, Donald Trump avait déjà suggéré aux membres de l'organisation de doubler leurs dépenses militaires en les portant à 4% de leur PIB, soit très au-delà des 2% qu'ils ont déjà eu du mal à réaliser.

Lors d'un rassemblement public, le 10 février 2024, Trump a renvoyé un message clair aux dirigeants européens : « Si vous ne payez pas et que la Russie vous attaque, je ne vous protégerai pas. En fait, je les encouragerai. Vous devez payer vos factures ! ».

Via la « fuite » organisée auprès du Financial Times, Donald Trump fait clairement afficher sa volonté de mettre la pression sur les pays-membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en exigeant le passage de 2 à 5% de leur PIB respectif dans leurs dépenses pour la défense.

Bien évidemment, ce qui est sous attendu dans ces nouvelles exigences, ce n'est guère l'investissement supplémentaire dans le développement de l'industrie de défense du vieux continent, mais dans celui des États-Unis d'Amérique avec les bénéfices financiers des groupes américains y afférents.

Et même les dépenses supplémentaires qui peuvent être réalisées dans l'industrie de défense « européenne » ne seront qu'une illusion. Illusion cachant la réalité : l'un des principaux bénéficiaires de l'investissement resteront les États-Unis. En parlant, par exemple, d'un des plus grands groupes européens de défense, Rheinmetall, il ne faut pas négliger le fait que parmi ses principaux actionnaires on compte toute une série de géants américains, tels que BlackRock, Fidelity Investments, The Capital Group Companies, Goldman Sachs ou encore Bank of America.

En clair : les économies de l'UE doivent participer dans la résolution des problèmes que l'économie américaine connaît aujourd'hui, si celle-ci souhaite continuer à être militairement protégée ou, plus exactement, supervisée par le leader Outre-Atlantique de l'OTAN. Néanmoins, c'est loin d'être l'unique, encore moins la principale raison des exigences du nouveau leader américain.

La réelle signification de l'initiative de Trump

Quelle est la réelle signification de l'importante augmentation du budget de défense exigée aux pays du bloc de l'OTAN ?

En parlant de la France, l'unique puissance nucléaire au sein de l'Union Européenne, il est à noter qu'en ayant le PIB à hauteur de 2 822,5 milliards d'euros pour l'année 2023, les crédits de la mission défense ont été fixés à hauteur de 43,9 Mrd €, contre 47,2 Mrd € pour l'année 2024. Un grand effort financier a été réalisé pour l'année 2025, en prévoyant le budget défense à hauteur de 50,5 milliards d'euros. Cela étant, il est à souligner que même ce chiffre sera, néanmoins, inférieur à 2% du PIB de l'année de 2024.

En ce qui concerne la première puissance économique européenne qui est l'Allemagne, son PIB en 2023 était de 4 121 milliards d'euros et le budget défense à hauteur de 90 Mrd€ en 2024, ce qui est inférieur à 2,5% du PIB. Pour un petit pays comme la Belgique, par exemple, les dépenses de défense se sont élevées en 2023 à 6,658 milliards d'euros, soit 1,13% de son PIB, contre 7,9 Mrd€, soit 1,30% du PIB pour l'année 2024. Cela signifie qu'hormis les pays baltes, la Pologne et la Grèce qui ont les dépenses de défense traditionnellement très élevées (principalement financées par le budget européen), le passage du budget défense du reste des pays de l'UE ne serait-ce qu'à hauteur de 3% serait tout à fait néfaste vis-à-vis d'autres secteurs tels que le social, l'éducation nationale ou celui de la santé publique. Le passage du budget défense à hauteur de 5% demandé par Trump ne signifiera rien d'autre que l'effondrement du système politique de l'Union Européenne.

Pour la France, en faisant même un effort sans précédent au niveau de l'appareil de propagande contrôlé par l'actuel pouvoir, avec la fin des hostilités sur le sol ukrainien qui doit, fort probablement, avoir lieu dans l'année à venir, il serait tout à fait impossible de persuader l'électorat français de la véracité de la menace de Moscou - et ceci est au point d'avoir la nécessité de passer le budget défense de 50.5 Mld € en 2025 à 100, voir 140 Mld € dans les années à venir, en se pliant aux exigences américaines. Ainsi, croit-il Donald Trump que son exigence soit réalisable ? Certainement pas.

Certains experts stipulent que Trump, en tant que grand négociateur, veut commencer la négociation en plaçant la barre très haut, afin de la baisser par la suite et d'arriver au niveau qu'il souhaite réellement - par exemple à 3,5% au lieu de 5% du PIB déclaré. En ayant, entre autres, plus de dix ans d'expérience de l'enseignement de la matière « Négociation B to B » dans l'enseignement supérieur, je peux affirmer qu'un tel avis est tout à fait amateur et parfaitement erroné. Commencer une négociation dans le monde occidental en plaçant les objectifs affichés très au-dessus de la « zone de marchandage » - soit très au-dessus du maximum acceptable par l'interlocuteur - cela vaut de tuer la négociation avant même son commencement. Et Trump le sait mieux que quiconque. Mon ancien partenaire Dominique Bouillon qui est l'ancien partenaire de Donald Trump, m'a confirmé par le passé que ce dernier fait bien partie des meilleurs parmi les meilleurs au niveau des capacités à négocier.

Nulle erreur de calcul possible de la part du président américain élu : en formulant de telles exigences, Trump est parfaitement conscient qu'il est tout à fait impossible pour les pays de l'UE d'y répondre positivement.

Quelles sont, alors, les réels objectifs de son actuelle initiative ?

Aujourd'hui les pays européens, tels que l'Allemagne et la France prétendent toujours à leur place à la table de négociation sur les questions qui détermineront le monde de demain. Notamment dans la négociation avec la Russie sur les conditions de l'arrêt du conflit armé en Ukraine, vu que l'Union Européenne est plus que directement engagée et concernée.

Exclure l'UE en tant que puissance économique ne disposant pas, toutefois, d'une réelle force militaire, de la discussion sur le futur du monde ; l'exclure de la table des négociations face aux « empires » - Russe aujourd'hui et Chinois demain - dont la tentative d'effondrement entreprise dans les dernières années par l'Occident collectif s'est avérée être un échec - cela paraît être l'un des principaux objectifs d'aujourd'hui de l'administration Trump sur la scène européenne.

Les satellites traditionnels des États-Unis d'Amérique très affaiblis, seront remis à leur place de suiveur et auront le droit non pas à la parole, mais à l'approbation de la politique américaine qui verra le jour dès janvier 2025.

Les leaders de la majorité des pays de l'UE sont tombés dans leur propre piège face à leur électeurat. En mettant en place un gigantesque système de désinformation et de propagande antirusse, ils ont réussi à faire remplacer les capacités d'analyse de la majorité de leurs citoyens par les produits de propagande imposés par leurs média mainstream et à faire croire que la Fédération de Russie représente une réelle menace militaire vis-à-vis du territoire de l'UE.

En Europe d'aujourd'hui, allouer les budgets exigés par Washington au secteur de la défense au détriment de toutes autres sphères se situant déjà au bord de la faillite, telles qu'économiques et sociales - c'est signer son propre arrêt de mort politique au niveau national ; ne pas accepter ces exigences - c'est perdre la protection militaire américaine en mettant les masses électorales apeurées par la propagande dans un tel état qu'elles se considéreront en grande insécurité permanente sous la « menace russe ».

Étant parfaitement conscient que ses homologues européens seront dans l'incapacité de faire volte-face dans leur propagande antirusse - ce qui, le cas échéant, permettrait de ne plus surinvestir dans le secteur de la défense - Trump se situe en position de force et gagne la partie tant dans le cas de l'augmentation significative des dépenses européennes dans la défense, tant en cas d'absence de ces dernières : dans les deux cas l'actuelle classe politique européenne globaliste sortira grandement affaiblie.

Le président américain élu n'oublie guère un autre élément-clé qui est en train de guider sa politique internationale vis-à-vis de l'Union Européenne : la quasi-intégralité des chefs d'États européens se sont ouvertement positionnés auparavant en tant que pro-démocrates américains et, de facto, ennemis de Trump et de tout ce qu'il représente. Ainsi, l'affaiblissement inévitable par la déstabilisation sur la question de défense européenne de ses adversaires sur l'arène politique européenne, combiné au soutien ouvert à son principal allié politique sur le vieux continent qui est le président hongrois Victor Orban, vise le renversement progressif de la classe politique hostile actuellement au pouvoir dans l'UE et la formation d'une nouvelle qui suivra les pas de la politique hongroise vis-à-vis de la politique et des intérêts de l'administration républicaine Outre-Atlantique.



Oleg Nesterenko,
Président du CCIE
(www.c-cie.eu)
(Ancien directeur
de l'Institut
International de
la Reconstruction
Anthropologique,
ancien directeur
du MBA)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE DJELFA
DAIRA DE DAR CHIOUKH
COMMUNE DE SIDI BAIZID
N° FISCAL : 098417129062417

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément aux dispositions de l'article N°40 du décret présidentiel N° 15-247 Du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Le président de l'Assemblée populaire communale de la commune de Sidi Baizid A l'issue de l'analyse de offres effectuées par la commission d'ouverture et d'évaluation des offres du projet déclare l'infructuosité de l'avis D'APPEL D'OFFRES OUVERT-MARCHE' A COMMUNDS RENOUVELABLE- AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N° 08/2024 du projet :

*Location d'autobus pour le transport scolaire l'année 2025 -

- Lot N°01(Sidi baizid- dar chioukh-Distance 29 km - Nombre autobus 03 - Nombre des élèves 90)

POUR N'AVOIR RECU AUCUNE OFFRE

Tout soumissionnaire a le droit de contester cet avis d'infructuosité au plus tard Dix (10) jours à compter du premier jour de parution de cette publication et peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune de sidi baizid

La Sentinelle du 25/12/2024

ANEP : 2416040746

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE LA WILAYA DE DJANET.

EPH DE DJANET.

AVIS DE RECRUTEMENT

L'EPH de Djanet lance un avis de recrutement pour les postes suivants :

Grade	style de recrutement	Admission	Spécialité requise	nombre de postes ouverts	lieu d'affectation	autres conditions
Pharmacien Généraliste de Santé publique	Sur Titre	Les Candidats Titulaires de diplôme de de Pharmacien ou d' un titre reconnu équivalent.		01		Résidence dans la wilaya de Djanet
Biologiste de 1 er degré de Santé publique	Sur Titre	Les Candidats Titulaires d'un Licence en Biologiste ou d'un titre reconnu équivalent.	1* Microbiologie 2* Parasitologie 3* physiologie animale 4* Génétique 5* Biologie de la reproduction 6* Biologie cellulaire 7* Biochimie 8* Neurologie partielle 9* physiologie pathologie. 10* Génie biologique 11* Environnement et océan. 12- Contrôle de qualité et analyse 13- Environnement 14- Science animale 15- Science des plantes et biotechnologie 16- Génie pharmaceutique et biochimique	02		Résidence dans la wilaya de Djanet

Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants :

- La fiche de renseignements est remplie par le candidat et extraite du site Internet de la Direction générale de l'emploi public et de la réforme administrative (concours Sur Titre).

- Une copie de la carte nationale d'identité.

- Une copie du certificat ou du diplôme requis jointe au parcours académique du candidat.

- Une attestation de travail précisant l'expérience professionnelle du candidat, indiquée par la Sécurité Sociale, en relation avec l'expérience acquise dans le secteur privé, le cas échéant.

* Une attestation prouvant la durée du travail effectivement effectué par le candidat dans le cadre du dispositif d'insertion professionnelle et sociale des jeunes titulaires d'un brevet, et indiquant le poste occupé, le cas échéant.

- Deux photographies.

- Une attestation de résidence en l'état signée par le maire.

- Certificat de naissance.

- Une copie du certificat prouvant le statut de service national pour les hommes.

- Tout document prouvant que le candidat a suivi une formation supérieure au certificat requis dans la spécialité, le cas échéant.

* Les candidats retenus définitivement doivent compléter leur dossier d'emploi avec divers documents (attestation d'un médecin libéral et généraliste (médecine générale - maladies pulmonaires) prouvant la capacité du candidat à détenir le grade visé, 02 copies de l'acte de naissance, un acte personnel ou familial, un chèque barré).

* Le délai d'inscription est de vingt (15) jours ouvrés à compter de la date de publication de cette annonce.

*Attention : Les dossiers incomplets ou reçus hors délais d'inscription ne seront pas pris en considération.

La Sentinelle du 25/12/2024

ANEP : 2416040767

La Sentinelle

«Économie, politique et sport. Des faits, des idées et des débats pour l'Algérie»

Découvrez notre site web

www.lasentinelle.dz/

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

UN BUSINESS C'EST D'ABORD UNE IDÉE,

ENCORE FAUT-IL SAVOIR LA COMMUNIQUER !

M&A CREATIVE

CULTIVEZ VOTRE DIFFERENCE

M&A Creative - Communication & Éditions
5, Rue Emir El Khatibi - Alger centre
Téléphone / FAX : 021 63 02 20 / 07 70 77 66 92

Email : ma.creative40@gmail.com / Site web : www.macreative2.e-monsite.com

11^e SALON NATIONAL DJURDJURA DES ARTS PLASTIQUES

Sur les traces d'Issiakhem

Le 11^e Salon national Djurdjura des arts plastiques s'est ouvert cette année sous le signe d'un vibrant hommage à l'une des figures les plus marquantes de l'art algérien, Mhamed Issiakhem.

Cette édition 2024, qui se déroule dans la ville d'Azazga, à l'est de Tizi-Ouzou, témoigne d'une volonté profonde de démocratisation de l'art et de décentralisation des activités culturelles, permettant ainsi à un public plus large d'accéder aux richesses artistiques nationales. Le choix d'Azazga comme lieu d'accueil n'est pas anodin. Il s'inscrit dans une volonté de décentralisation culturelle, mais plus encore, il représente un retour aux sources, la ville se trouvant à proximité de Taboudoucht, village natal d'Issiakhem dans la région des Aghribs. Cette décision, comme l'a souligné Nabila Goumeziane, directrice de wilaya de la Culture et des Arts, s'accompagne d'un geste symbolique fort : l'École régionale des beaux-arts portera désormais le nom de l'illustre artiste, l'arrêté de baptisation ayant été officiellement signé. Cette reconnaissance institutionnelle pérennise la mémoire de l'artiste tout en inspirant les futures générations qui franchiront les portes de cette école. L'exposition, qui transforme l'annexe de la Maison

de la culture Mouloud Mammeri en véritable écrin artistique, rassemble une quarantaine d'artistes venus d'une dizaine de wilayas, parmi lesquelles Tizi-Ouzou, Batna, Tipasa, Alger et Bejaia. Cette diversité géographique témoigne de la portée nationale de l'événement et de sa capacité à fédérer les talents artistiques de tout le pays. Les œuvres exposées reflètent non seulement l'influence indélébile d'Issiakhem sur l'art contemporain algérien, mais aussi la vitalité et la créativité de la scène artistique nationale actuelle. Les autoportraits du maître y sont particulièrement mis à l'honneur, constituant un fil rouge qui guide les visiteurs à travers l'exposition. Ces reproductions dialoguent harmonieusement avec des créations originales dépeignant des scènes de vie et diverses facettes du patrimoine culturel national. La richesse des techniques employées, la diversité des supports et la profondeur des thématiques abordées créent un panorama saisissant de l'art plastique algérien contemporain, tout en rendant hommage à l'héritage d'Issiakhem. Cette année, l'exposition revêt une dimension historique particulière, coïncidant avec les célébrations du 70^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale. Les artistes participants ont su intégrer cette thématique majeure dans leurs œuvres, créant ainsi un pont entre l'histoire nationale et l'expression artistique contemporaine. Cette convergence entre art et mémoire collective renforce la portée sociale et culturelle de l'événement. Le vernissage a réuni des personnalités emblématiques de l'art algérien, notamment Zahia Kaci, ancienne élève

d'Issiakhem, ainsi que Moussa Bourdine et Moncef Guita. Leur présence témoigne de la vivacité d'une tradition artistique dont Issiakhem fut l'un des piliers incontestables. Ces rencontres intergénérationnelles permettent des échanges précieux entre artistes confirmés et émergents, contribuant ainsi à la transmission des savoirs et des techniques. Le parcours d'Issiakhem lui-même mérite qu'on s'y attarde, tant il est emblématique d'une vie dédiée à l'art malgré les épreuves. Formé initialement à la Société des Beaux-arts d'Alger en 1947, il poursuivit son apprentissage aux Écoles des Beaux-arts d'Alger puis de Paris, démontrant déjà un talent exceptionnel. Cependant, sa vie bascula tragiquement à l'âge de 16 ans, lors d'un terrible accident qui allait profondément marquer son art et sa vision du monde. La manipulation d'une grenade trouvée dans un camp militaire de la Seconde Guerre mondiale lui coûta non seulement le bras gauche, mais aussi la vie de ses deux sœurs et de son neveu. Cette tragédie personnelle, d'une violence inouïe, devint paradoxalement le creuset d'une expression artistique unique, faisant de la douleur une signature distinctive de son art. La reconnaissance internationale d'Issiakhem atteignit son apogée en 1980 avec l'attribution du premier Simba d'Or à Rome, une prestigieuse distinction de l'Unesco célébrant l'excellence de l'art africain. Ce prix couronnait une carrière exceptionnelle et confirmait son statut d'artiste majeur sur la scène internationale. Après son décès le 1^{er} décembre 1985, il laissa un héritage artistique considérable, aujourd'hui principalement conservé au Musée national des Beaux-arts



Les autoportraits du maître sont mis à l'honneur. (Photo DR)

d'Alger, mais également dispersé entre collections privées et familiales. La dispersion de ses œuvres, loin d'amoindrir son influence, contribue à la diffusion de son style et de sa vision artistique auprès d'un public toujours plus large. Le style d'Issiakhem, immédiatement reconnaissable, continue d'exercer une influence majeure sur l'enseignement des arts plastiques en Algérie et inspire de nombreux artistes contemporains. Sa technique unique, sa manière de traiter la lumière et les ombres, sa façon de représenter la souffrance humaine tout en préservant la dignité de ses sujets, constituent un héritage artistique inestimable qui continue de résonner dans l'art algérien contemporain. Le Salon ne se limite

pas à l'exposition statique des œuvres : il propose un programme riche d'activités parallèles, incluant des ateliers dynamiques, des résidences d'expression artistique et des visites organisées au village natal d'Issiakhem ainsi qu'à l'École des beaux-arts d'Azazga. Ces activités complémentaires permettent aux visiteurs de mieux appréhender le contexte historique, social et culturel qui a façonné l'artiste et son œuvre, tout en créant des ponts vivants entre le passé et le présent de l'art algérien. Les ateliers, en particulier, offrent aux participants l'opportunité d'expérimenter diverses techniques artistiques et de s'imprégner de l'esprit créatif qui animait Issiakhem.

MOHAND SEGHIR

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

Journée d'étude sur le réseautage national des bibliothèques sectorielles

Le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a présidé, lundi à Alger, les travaux d'une journée d'étude sur le réseautage national des bibliothèques sectorielles et la transition numérique, en présence des cadres de l'administration centrale du ministère, des directeurs de la culture, des bibliothèques principales de lecture publique et des établissements sous tutelle, en sus de la commission chargée du dossier du réseautage et de la numérisation, selon un communiqué du ministère. Cette rencontre a porté sur «les moyens d'améliorer la qualité des services offerts par le secteur, et de renforcer la coopération entre les bibliothèques publiques pour leur permettre d'être à la hauteur des attentes des lecteurs et des citoyens, à travers, notamment, la modernisation du mode de gestion en s'appuyant sur le réseautage national et la numérisation», souligne le communiqué. En outre, M. Ballalou a mis en avant dans son allocution, «la nécessité de s'adapter aux mutations technologiques, en améliorant le niveau des services des bibliothèques principales de lecture publique», ajoutant que la réalisation de cet objectif dépendait de l'avancement de la numérisation et du réseautage, étant le seul moyen efficace de faciliter l'accès aux services de bibliothèque au profit du citoyen en général et du lecteur en particulier. Le ministre a appelé les services compétents de son secteur à «encourager et à ren-

forcer la lecture chez les citoyens», rappelant «la nécessité de s'adapter aux développements numériques y compris l'intelligence artificielle qui facilitent, désormais, l'accès au Service public». Evoquant les moyens d'élargir l'accès - de manière globale et à toutes les catégories de la société - aux ressources disponibles dans les bibliothèques publiques qui «dépassent les 2,4 millions d'exemplaires», M. Ballalou a expliqué que

cet objectif ne saurait être réalisé «sans la numérisation et le réseautage des bibliothèques (...), faute de quoi, l'effort déployé par le ministère dans la réalisation de bibliothèques dotées en ressources resterait insuffisant, vu les mutations digitales marquant notre monde ayant induit à l'évolution des modes de consommation des produits culturels par les citoyens et la nouvelle génération de jeunes instruits». Par ailleurs, le ministre

a salué «les efforts du secteur de la culture et des arts visant à assurer les moyens matériels et humains nécessaires pour réaliser le processus de numérisation des bibliothèques principales et de leurs annexes, tels que le recrutement de techniciens et d'ingénieurs en informatique», ajoutant que «son objectif suprême est de placer nos bibliothèques au cœur des défis de numérisation et de réseautage». Cette journée d'étude sur le réseau-

tage national des bibliothèques sectorielles et la transition numérique se veut «un trait d'union» entre l'administration centrale et les responsables locaux du secteur», mais aussi «une occasion pour échanger les idées et les expériences professionnelles». L'événement vise également à recenser toutes les difficultés auxquelles sont confrontés les directeurs des bibliothèques principales de lecture publique.

APS

NAÂMA

Lancement de la 15^e édition du Festival culturel national de la musique Gnawa

Le coup d'envoi de la 15^e édition du Festival culturel national de la musique Gnawa a été donné lundi soir au stade municipal d'Ain Sefra, dans la wilaya de Naâma, avec la participation d'environ 18 groupes artistiques de différentes wilayas du pays. Dans une allocution lue en son nom par le directeur de la culture et des arts de la wilaya de Naâma, Mohamed Guemmoumia, le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a affirmé que l'organisation de ce festival culturel national traduisait l'intérêt accordé par l'Etat à la préservation du patrimoine culturel, tant matériel qu'immatériel, qui fait partie intégrante de l'identité nationale et reflète la dimension culturelle et civilisationnelle de notre pays, estimant que cette musique ancestrale témoignait de la dimension africaine de l'Algérie. Le ministre a indiqué que son département ministériel était soucieux de protéger et de valoriser le patrimoine et la diver-

sité culturels marquant la scène artistique algérienne, pour le transmettre aux générations futures, se félicitant de l'émergence de nombreux groupes artistiques jeunes dans les différentes wilayas du pays. Pour sa part, le commissaire du festival, Rahmani Mohamed, a affirmé que cet événement culturel et artistique constituait une halte importante à même d'encourager la création artistique et le soutien aux jeunes talents afin de valoriser la musique Gnawa, mais reflétait aussi l'attachement de l'artiste à son authenticité, ajoutant que cet événement était l'occasion de rendre hommage à feu Hasna El-Bacharia qui a grandement contribué à la promotion de ce genre musical à l'échelle nationale et internationale. Sur scène, après le défilé des groupes participants et devant un public nombreux lors de la première soirée du festival, plusieurs troupes ont créé une ambiance festive avec des performances remarquables ayant suscité

l'enthousiasme du public. De leur côté, les organisateurs ont programmé des soirées artistiques pendant quatre jours au cours desquelles les groupes participants représentant les wilayas de Naâma, Béchar, El-Bayadh, Saïda, Tlemcen, Ain Temouchent, Mascara, Adrar, Biskra, Sidi Bel Abbès, Tindouf et Alger se disputeront les trois premières places qui seront choisies par un jury spécialisé. Le commissariat du festival a consacré des prix importants aux lauréats. Créé en 2007 en tant que manifestation culturelle nationale célébrant ce riche patrimoine artistique, le Festival culturel national de la musique Gnawa a été transféré par le ministère de la Culture et des Arts de la wilaya de Béchar à Ain Sefra dans la wilaya de Naâma en 2021, après la délocalisation du Festival culturel international de la musique Diwan Gnawa d'Alger à Béchar.

APS

Fédération algérienne de natation L'AG électorale prévue samedi

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne de natation (FAN) a été fixée au samedi 28 décembre, a indiqué le secrétariat général de l'instance fédérale. Selon le communiqué de la FAN, les candidats à la présidence de l'instance ainsi que ceux au bureau fédéral seront connus mardi, à l'issue de la délibération de la commission de recours. Pour rappel, les membres de l'Assemblée générale réunis le 16 décembre dernier en session ordinaire ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'année 2024 et du mandat olympique écoulé (2021-2024). Lors du dernier mandat olympique (2021-2024), la Fédération algérienne de natation a connu trois présidents qui se sont succédé à la tête de l'instance : Abdelhakim Boughadou (élu en 2021), puis Yahia Chérif Mohamed (septembre 2023) et Nasreddine Zahafi (mars 2024).

Judo

Le Séminaire national «Kata» reporté

La Fédération algérienne de judo a annoncé mardi le report à une date ultérieure du Séminaire national de la spécialité «Kata», pour éviter un chevauchement avec le Séminaire international d'arbitrage, prévu également le 4 janvier prochain. «Etant donné que le Séminaire d'arbitrage revêt une plus grande importance, il a été décidé de le maintenir à la date initiale et de reporter le Séminaire de la spécialité Kata», a indiqué l'instance fédérale dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel. Le Séminaire d'arbitrage, ouvert également aux entraîneurs, sera dirigé par l'ancien international algérien Mohamed Meridja, qui occupe actuellement le poste de Directeur de la formation au sein de la Fédération internationale de la discipline (FIJ). «Ce Séminaire débutera à 9h00, au Dojo des frères Soukhane à Fouka, dans la wilaya de Tipaza. Il aura pour thème les nouvelles règles d'arbitrage, entrée en vigueur dernièrement» a encore précisé la FAJ.

JEUX AFRICAINS DE LA JEUNESSE-2025

Le protocole d'organisation de la 4^e édition signé

Le protocole d'organisation des 4^{es} Jeux africains de la jeunesse qu'accueillera l'Angola en décembre 2025, a été signé entre l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), le gouvernement angolais et le comité olympique et sportif local, a annoncé l'instance olympique africaine sur son site officiel.

Les Jeux africains de la jeunesse, événements majeurs dans le continent, vont réunir les jeunes talents sportifs du continent autour des valeurs d'excellences, d'inclusion et de solidarité. La cérémonie de signature du protocole s'est déroulée en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports angolais, Rui Falcão, du président de l'Association des comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), l'Algérien Mustapha Berraf et du président du comité national olympique d'Angola Gustavo Dias

Vaz da Conceição. A cette occasion, Mustapha Berraf a réaffirmé l'importance de ce rendez-vous en tant que vitrine du potentiel sportif de la jeunesse africaine, déclarant: «les Jeux africains de la jeunesse constituent le plus grand événement sportif pour notre jeunesse. Ils ne sont pas seulement une compétition, mais aussi une plateforme unique pour inspirer, former et promouvoir les valeurs olympiques sur tout le continent». Pour sa part, le ministre de la Jeunesse et des Sports angolais, Rui Falcão a assuré que les conditions financières nécessaires à l'organisation des 4^{es} JAJ-2025 sont réunies, grâce au budget général de l'état, dans le cadre des célébrations des 50 ans de l'indépendance de l'Angola. «L'Angola travaille depuis un certain temps pour garantir la réussite de cet événement, tant sur le plan organisationnel que sportif, en s'appuyant sur des infrastructures déjà existantes», a-t-il affirmé. Selon le communiqué de l'ACNOA, les 4^{es} JAJ de 2025 devront réunir des milliers de jeunes athlètes issus des 54 pays africains. Ils se mesureront dans une vingtaine de disciplines sportives qui incluront des sports aquatiques, collectifs et individuels, offrant un panorama complet des capacités athlétiques du continent. «Ces jeux sont une opportunité



L'ACNOA et le comité olympique angolais ont signé hier le protocole. (Photo DR)

unique afin de révéler les talents sportifs africains et de préparer nos jeunes à exceller sur les scènes continentales et mondiales», a indiqué Berraf. Lors de sa visite de travail, la délégation de l'ACNOA a décerné la médaille de «l'Ordre de Mérite» au Président de la République d'Angola João Lourenço, en reconnaissance de son engagement pour la promotion et le développement du sport dans le pays. APS

CHAMPIONNATS ARABES DE CYCLISME SUR PISTE

Huit pays dont l'Algérie au rendez-vous du Caire



La sélection algérienne (messieurs/dames) de cyclisme sur piste prendra part aux Championnats arabes de la spécialité, prévus du 25 au 28 décembre au Caire (Egypte), avec la participation de sept autres pays, a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAC). Cette compétition enregistrera la participation 150 athlètes des différentes catégories d'âges, engagés dans 44 courses. La sélection nationale, qui a rallié la capitale égyptienne dimanche

soir, est composée de 13 coureurs, dont trois dames, sous la houlette de l'entraîneur national Abdelbasset Hannachi, secondé dans sa tâche par Fayçal Bounab et Fouad Hamza. Les Championnats arabes de cyclisme sur piste sont inscrits au calendrier de l'Union cycliste internationale (UCI). Chez les Dames, Malak Mehab (Club Cycliste de Rouiba), Sihem Bousebaâ (Club Cycliste de Rouiba) et Amina Bouyagour (Majd El Guerrara) sont engagés, tandis que chez les

Messieurs l'Algérie est représentée par El Khassib Sassane (MC Alger), Mohamed Nadjib Assel, Abdallah Mimouni (Madar Pro-Team), Zaki Boudar et Hamza Magnouche (Majd El Guerrara). La fédération a aligné dans la catégorie Juniors (garçons), Salah Hamzioui (MC Alger), Abdelhamid Charhabil (Union El Kantara), Yazid Abderrahim Benhalima (Club Cycliste de Rouiba), Mohamed Hamzaoui (Club Cycliste de Bir Touta). R.S.

LIGUE ORANAISE DE CYCLISME

«Intérêt particulier» aux petites

Le président de la Ligue oranaise de cyclisme, Karim Guerbiou, qui vient d'être réélu pour un quatrième mandat de rang (2024-2028), s'est engagé, mardi, à développer davantage la discipline avec un «intérêt particulier» aux petites catégories. «La confiance renouvelée en ma personne par les membres de l'assemblée générale de notre Ligue est un stimulant supplémentaire pour moi et les membres du bureau exécutif pour multiplier les efforts et œuvrer pour le développement de la discipline», a déclaré M. Guerbiou à l'APS. Il a appelé les clubs sportifs amateurs (CSA) phares de la wilaya, à l'instar du MC Oran, à créer des sections dédiées à cette spécialité pour promouvoir les jeunes talents. A propos de son programme qu'il compte mettre en œuvre au cours du nouveau mandat olympique, le président de la Ligue oranaise de cyclisme a fait

savoir qu'il axera sur l'organisation des compétitions dédiées aux petites catégories, «une politique qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de formation prônée par notre Ligue depuis plusieurs années», a-t-il encore souligné.

JUDO

La sélection tunisienne en stage de préparation à Alger

Dix-neuf athlètes (messieurs et dames), représentant la sélection tunisienne de judo, sont arrivés dimanche après-midi à Alger, pour effectuer un stage de préparation en prévision des importantes échéances internationales à venir, a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algé-

rienne de judo (FAJ). La sélection tunisienne a bénéficié de ce stage à la faveur d'une convention de partenariat entre les fédérations des deux pays. C'est d'ailleurs à la faveur de cette même convention que la sélection algérienne avait bénéficié d'un stage de préparation en Tunisie au mois de

septembre dernier. La sélection nationale était composée d'une douzaine d'athlètes, dont les trois champions, qui avaient représenté l'Algérie aux Jeux olympiques de Paris 2024 : Belkadi Amina (-63 kg), Dris Messaoud (-73 kg) et Mohamed El Mehdi Lili (+100 kg). APS

LIGUE 1

L'ES Mostaganem en chute libre

L'ES Mostaganem, qui retrouve cette saison la Ligue 1 de football après 25 ans d'absence, peine à suivre le rythme de l'élite, comme en témoigne son parcours marqué notamment par quatre défaites et deux matchs nuls au cours de ses six précédentes rencontres.



L'ES Mostaganem peine à suivre le rythme de la Ligue 1. (Photo DR)

L'enchaînement des contre-performances de cette formation lui a valu de chuter à la 15^e et avant-dernière place au classement avant une seule journée de la fin de la phase aller, totalisant 12 points (3 victoires, 3 nuls et 7 défaites). Et même si les Vert et Blanc comptent un match en moins à livrer à domicile contre le MC Alger, le 2 février prochain, il n'en demeure pas moins que la sonnette d'alarme est tirée au sein de ce club, déjà exposé à un retour rapide en deuxième palier. Pourtant, les "Haouata" ont bien démarré la saison en réalisant des performances prometteuses au tout

début de la compétition, avant qu'ils n'entrent dans une spirale de mauvais résultats, qui a conduit à la séparation avec l'entraîneur Cherif Hadjar, engagé lors de l'intersaison. En effet, la dernière victoire de l'ESM remonte au 3 novembre dernier, lorsque cette équipe avait battu l'autre promu, l'O Akbou chez lui. Mais une semaine après, elle a perdu à domicile contre le CR Belouizdad, laquelle défaite avait sonné le glas à Cherif Hadjar. Remplacé par l'ancien défenseur international, Slimane Raho, dont c'est la première expérience en tant qu'entraîneur en chef, et qui

n'a pas encore réussi à provoquer le déclic souhaité. La dernière sortie des protégés de Raho, samedi dernier à Tizi Ouzou, s'est également soldée par une défaite face à la JS Kabylie (2-1), sauf que dans cette rencontre, l'ESM a rendu sa meilleure copie depuis le début de cet exercice, a estimé son nouvel entraîneur. "Malgré la défaite, mon équipe a rendu une belle copie. Son rendement s'améliore de match en match, même si les résultats ne suivent pas encore", a déclaré l'ancien latéral droit de la JSK. Le successeur de Cherif Hadjar, passé à l'USM Khenchela, un autre

pensionnaire de l'élite, a hérité d'un effectif remodelé à presque 80 p.c, par rapport à celui de la saison passée, d'où la nécessité de lui accorder du temps pour travailler ses automatismes, selon les spécialistes. Cependant, certains joueurs recrutés lors du mercato estival n'ont pas donné satisfaction, d'où le désir de Raho de profiter du prochain mercato hivernal, qui sera ouvert le 5 janvier 2025, pour renforcer son groupe par des éléments capables d'aider l'équipe à s'extirper de la zone rouge lors de la phase retour.

APS

MISE EN CONFORMITÉ DES STATUTS

Le président de la FAF rencontre un responsable de la FIFA

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, a reçu ce lundi au siège de la FAF à Dely-Brahim (Alger), Ahmed Harraz, responsable au niveau du département de gouvernance des associations membres de la Fédération internationale (FIFA), a indiqué l'instance fédérale, dans un communiqué publié sur son site officiel. «Au menu de cette réunion de travail, la finalisation du dossier relatif à la mise en conformité des statuts de la fédération avec ceux de la FIFA et les textes des lois algériennes», précise la FAF. En novembre

2023, le Bureau fédéral de la FAF, avait désigné les deux avocats membres du BF, en l'occurrence Maïtres Rafika Guellati et Redouane Negadi et le secrétaire général de la FAF Nadir Bouzenad, pour préparer la mise en conformité des statuts de la fédération en adéquation avec la réglementation nationale et celle de la FIFA. Ce dossier, qui devait connaître son épilogue avant la fin de l'année 2022, a connu de nouvelles adaptations suite à l'avènement du Décret exécutif n 22-309 du 12 septembre 2022 modifiant et complétant le décret exécutif n 14-330

du 27 novembre 2014 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement des fédérations sportives nationales ainsi que leur statut-type. La FAF avait tenu en 2023, des séances de travail avec des représentants de la FIFA, sujet de la finalisation du dossier relatif à la mise en conformité des statuts de la fédération avec ceux de la FIFA et les textes des Lois algériennes. Sur recommandation de la FIFA, la FAF avait entamé depuis novembre 2019, un processus pour l'amendement de ses statuts, rappelle-t-on.

APS

LIGUE 1 MOBILIS

La LFP dévoile le programme de la 15^e journée

La Ligue de football professionnel (LFP), a dévoilé lundi sur son site officiel, le programme de la 15^e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis, qui s'étalera sur trois jours, soit le jeudi 26, le vendredi 27, et le samedi 28 décembre. Ainsi, cette ultime journée de la première partie de la saison, qui se jouera dans son intégralité, débutera jeudi avec trois matchs au menu : NC Magra-MC Alger, ES Mostaganem-Paradou AC, et USM Alger-MC Oran. Les péripéties de cette 15^e journée se poursuivront vendredi avec également trois rencontres au programme,

alors que les deux derniers matchs se joueront samedi, précise la même source. Le fait marquant de cette 15^e journée est le déroulement de pas moins de quatre matchs à huis clos, en raison de la sanction imposée par la commission de discipline de la LFP, il s'agit de NC Magra-MC Alger, ES Mostaganem-Paradou AC, CR Belouizdad-Olympique Akbou, et MC El-Bayadh-USM Khenchela. La 16^e journée, marquant le début de la phase retour du championnat, se disputera les mardi 11 et mercredi 12 février 2025, rappelle-t-on. Douze (12) matchs en retard ont été pro-

grammés, du 1^{er} janvier au 5 février, avant la reprise de la compétition. Voici par ailleurs le programme de la 15^e journée : Jeudi, 26 décembre : NC Magra-MC Alger 15h00 Huis clos ES Mostaganem-Paradou AC 17h00 Huis clos USM Alger-MC Oran 19h00 Vendredi, 27 décembre : US Biskra - ES Sétif 16h00 CR Belouizdad - Olympique Akbou 16h00 Huis clos JS Saoura - CS Constantine 16h00 Samedi, 28 décembre : MC El-Bayadh - USM Khenchela 15h00 Huis clos ASO Chlef - JS Kabylie 15h00.

APS

LFP

Un match à huis clos pour l'USM Khenchela

La Commission de discipline de la Ligue Nationale du football professionnel (CD/LFP) a annoncé mardi avoir infligé un match à huis clos à l'USM Khenchela, pour une troisième infraction au code disciplinaire concernant le jet de projectiles sur le terrain. L'infraction a eu lieu, vendredi lors du nul vierge à domicile contre l'US Biskra, pour le compte de la 14^e journée de Ligue 1 Mobilis. Outre le huis clos, «l'USMK devra s'acquitter d'une amende de 200.000 DA», a encore précisé la CD de la LFP dans un communiqué, diffusé sur son site officiel. De leur côté, Walid Boukarouma et Abdelghani Aouamri, respectivement président et entraîneur adjoint de l'USMK ont été suspendus jusqu'à leur audition, prévue le jeudi 26 décembre courant. La CD de la LFP a prononcé plusieurs autres sanctions à l'issue de sa dernière session, dont une suspension de deux matchs fermes, infligée au joueur de l'ASO Chlef, Moussa Boukhenna, qui a été exclu pour jeu brutal lors de cette même 14^e journée de Ligue 1 Mobilis. Ce jour-là, son équipe avait réussi à ramener un bon nul (0-0) de son déplacement chez le MC Alger.

Coupe d'Algérie

Le programme des 32^{es} de finale de finale modifié

Le programme des rencontres des 32^{es} de finale a été quelque peu modifié, a indiqué ce mardi la Fédération algérienne de football (FAF). Les rencontres des 32^{es} de finale de l'épreuve populaire débuteront le lundi 30 décembre, avec le derby de la capitale, ES Ben Aknoun - MC Alger, prévu au stade du 5 Juillet 1962 (19h00), et s'étaleront jusqu'au jeudi 16 janvier avec le déroulement du match USM Alger - O. Magrane, programmé dans la même enceinte sportive (19h00). Pour rappel, les matchs entre sociétaires de la Ligue 1 Mobilis : Olympique Akbou - CS Constantine et JS Saoura - USM Khenchela, constituent les affiches des 32^{es} de Dame Coupe. Concernant les 16^{es} de finale, elles auront lieu les 10 et 11 janvier 2025.

MOTS FLÉCHÉS

PARENTS SOUCI		CIRCON- TANCE DIRECTION		VOLEURS FAIS SE SUCCÉDER		JARDIN D'ENFANTS		EXPLOSIF		NAI TEST CUTANÉ
→		▼		▼		PAS FRAIS POUFFÉ				▼
BANNIR INVENTRICE	→					▼		ROCHE CALCAIRE GNÔLE	→	
→								▼	CACHÉ BIGOUDENS	→
APPAREIL MÉNAGER		PIÈCE DE CHARRUE APO- THICAIRE	→			VÊTEMENT ÉQUERRE	→			▼
→		▼				▼				ORGANE
RÉCOLTÉE	PUDEUR SAUGRENU	→					BRAVADE	→		▼
→	▼					REFUS VRAIES	→			CARBURANT
MÉTAL RESPIRE	→		CERTAIN HÉSITATION	→			CHEMIN	→		▼
→			▼	FONDS D'OËIL ENCRE SEICHE	→					
ERRONÉE LAID	→						DANS VOLE AU VENT	→		FLEUR
→							▼			▼
						DONNE LE TON	→		PÉRIODE SÉCRÉTION	→
									▼	
MESURE L'INTELLI- GENCE SOIGNÉ	→		COQUIN	→						
→										
						CHOISI	→			SCANDIUM
PRÉPO- SITION	→		ELLE A PERDU LES EAUX	→						

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									

HORIZONTALLEMENT

- I. Il monte les étage en roulant. II. Musulmane du temps jadis.
- III. Ils veulent maintenir la Terre Promise en l'Etat. IV. Remué. Rappel. V. Salpêtre. Prénom féminin. VI. Prendre du liquide. Difficulté. VII. Paire romaine. Négation. Absorbés. VIII. Aster à fleurs bleues. IX. Abandonnez.

VERTICALEMENT

- 1. Capital. 2. Singe-écureuil. 3. Cassa la croûte. Arboricole.
- 4. Molécule vitale. Lieux de réunion pour adeptes du crochet.
- 5. Lieux de traites. 6. Grand club de foot. 3ème sous sol.
- 7. Preuve de noblesse. Loup de mer. 8. Un à New York. Arcade. 9. Remâchez.

SUDOKU

	5		2					4	
			7					3	6
		7	6		4	9	1		
	6	3							
8									3
						1	5		
	3	1	4		8	6			
5	9				1				
	4				7				2

SOLUTIONS

SUDOKU

9	5	6	2	1	3	8	4	7
1	2	4	7	8	9	5	3	6
3	8	7	6	5	4	9	1	2
4	6	3	1	7	5	2	8	9
8	1	5	9	4	2	7	6	3
2	7	9	8	3	6	1	5	4
7	3	1	4	2	8	6	9	5
5	9	2	3	6	1	4	7	8
6	4	8	5	9	7	3	2	1

MOTS FLÉCHÉS

	F		O		U		C		T		R
T	R	A	C	A	S		R	A	N	C	E
	E	X	C	L	U	R	E		T	U	F
C	R	E	A	T	R	I	C	E		T	U
	E		S	E	P		H	A	B	I	T
A	S	P	I	R	A	T	E	U	R		A
			H	O	N	T	E		D	E	F
G	L	A	N	E	E		V	E	T	O	
	O	R		S	U	R		V	O	I	E
H	U	M	E		R	E	T	I	N	E	S
	F	A	U	S	S	E		E	N		S
M	O	C	H	E		L	A		E	R	E
	Q	I		P	O	L	I	S	S	O	N
G	U	E	R	I		E	L	U		S	C
	E	N		A	S	S	E	C	H	E	E

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	E	S	C	A	L	A	T	O	R
II	S	A	R	R	A	S	I	N	E
III	S	I	O	N	I	S	T	E	S
IV	E	M	U		T	E	R		S
V	N	I	T	R	E		E	V	A
VI	T	R	A	I	R	E		O	S
VII	I	I		N	I		B	U	S
VIII	E		A	G	E	R	A	T	E
IX	L	A	I	S	S	E	R	E	Z

VOTRE HOROSCOPE

BÉLIER
 Vos relations ne manqueront pas de pi-quant. Tout pourra arriver. Jupiter, Vénus et Uranus décupleront votre sensualité et favoriseront les rencontres, les coups de foudre. «Cueillons les dou- ceurs, nous n'avons à nous que le temps de notre vie» (Perse).

TAUREAU
 Uranus vous proposera du nouveau et, le plus souvent, sans vous prévenir. Célibataire, vous pourrez vivre un coup de foudre, suivi d'une installa- tion en couple, et pourquoi pas un bébé dans la fou- lée ? «Ce n'est obéir qu'obéir lentement» (Corneille).

GÉMEAUX
 Les astres devront vous aider à remettre les pieds sur terre. Célibataire, dans le domaine amoureux, vous aurez tendance à avoir les yeux plus gros que le ventre. «Les serments d'amour prouvent son inconstance». (proverbe espagnol).

CANCER
 Attention à l'influence des planètes ! Céli- bataire, avec cet aspect de la Lune, soyez prudent, évitez la dispersion et l'instabilité. «Si vous pouvez le rêver, vous pouvez le faire».

LION
 L'environnement astral vous réserve des ré- lations faciles et harmonieuses. En couple, votre pouvoir de séduction sera irrésistible, et vous nagerez en plein bonheur avec votre conjoint. «Plus l'État est corrompu, plus il y a de lois» (Tacite).

VIERGE
 Vos rapports avec votre conjoint seront placés sous le signe du dynamisme et de l'activité. Plus que d'habitude, vous serez conscient du risque que peut représenter la mono- tonie dans un couple, et vous ferez tout pour éviter ce piège. «L'espoir garde le pauvre en vie, la peur tue le riche» (proverbe scandinave).

BALANCE
 Le Soleil est au beau fixe. En couple, Vénus, la planète de l'amour, vous offrira une journée très favorable sur le plan conjugal. «La pauvreté, c'est la vieillesse des jeunes et la maladie des gens bien por- tants» (proverbe persan).

SCORPION
 Vénus pourra vous jouer des tours ! En couple, vous aurez besoin de vérifier l'efficaci- té de votre pouvoir de séduction, mais votre conjoint ou partenaire n'appréciera pas de vous voir flirter sous son nez. «Les gens sont comme des images sur une feuille. Quand on en déplie une partie, on en replie une autre» (proverbe arabe).

SAGITTAIRE
 Beau temps sur votre signe ! Célibataire, un dénoue- ment heureux surviendra dans votre vie amoureuse. «Colère et intolérance sont les ennemis d'une bonne compréhension» (Gandhi).

CAPRICORNE
 Jupiter va vous aider à vous laisser aller. En couple, vous allez vivre vos désirs sans chercher à tout comprendre et à tout contrôler. «La roue qui tourne ne rouille pas» (Proverbe grec antique).

VERSEAU
 L'harmonie sera complète. En couple, Ce sera le moment de faire ensemble des pro- jets d'avenir. «Le coeur voit ce qui échappe à l'oeil» (proverbe arabe).

POISSONS
 Avis de tempête sur votre ciel astral ! En couple, la journée pourra être difficile à supporter. Les partenaires qui s'entendent mal vont en effet passer par une crise dont ils auront du mal à sortir. «A chaque époque, ses hommes» (proverbe arabe).



Rue Bachir Attar - 1^{er} Mai, Alger
 Téléphone : Tel : 020 06 45 01

lasentinelle.algerie@gmail.com
 Site web : lasentinelle.dz
Direction-Rédaction- PAO
 La Sentinelle
 Maison de la presse Tahar Djaout, 01
 Rue Bachir Attar - 1^{er} Mai, Alger

Publicité et abonnement
 Agence de communication :
 M&A CREATIVE
 Maison de la presse Tahar Djaout, 01
 Rue Bachir Attar - 1^{er} Mai, Alger
 Téléphone : Tel : 021 63 03 52
Compte bancaire :

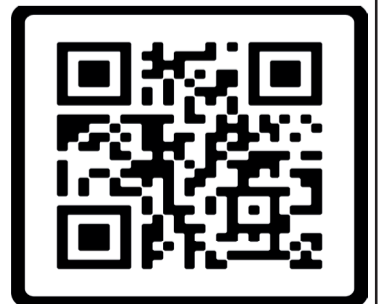
CPA - 004001174000011162-26
 Agence Emir el khettabi - Alger

«Pour votre publicité s'adresser à :
**L'Entreprise Nationale de Commu-
 nication, d'Édition et de Publicité»**
 Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
 Alger.

Téléphone : 020.05.20.91/ 020.05.10.42
 Fax : 020.05.11.48/ 020.05.13.45
 020.05.13.77
 E-mail : agence.regie@anep.com.dz
 programmation.regie@ anep.com.dz
 agence.oran@ anep.com.dz
 agence.annaba@ anep.com.dz
 agence.ouargla@ anep.com.dz
 agence.constantine@ anep.com.dz

Impression :
 Centre : SIA
 Est : SIE
 Ouest : SIO
Diffusion
 ETS Bounab Diffusion

Dépôt Légal :
 ISSN : 2716-7968
 Les manuscrits, photographies ou tout
 autre document et illustration adressés
 ou remis à la rédaction ne seront pas
 rendus et ne feront l'objet d'aucune
 réclamation. Tous les droits sont réservés,
 la reproduction de tout article est
 interdite sauf accord de la Direction.



SCAN ME

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
 Édité par la Sarl M&A CREATIVE
 au Capital social de 100.000 DA
Gérant :
 Azzedine Belferag
Directrice de la publication :
 Melissa Roumadi-Belferag
Siège social :
 Maison de la presse Tahar Djaout, 01

CHUTES DE NEIGE SUR LES RELIEFS DÉPASSANT LES 1200 MÈTRES L'hiver s'installe

L'hiver s'installe résolument en Algérie en cette fin décembre 2024, avec un épisode météorologique marqué qui rappelle la rudesse de la saison dans les régions montagneuses du pays. Les services de l'Office national de météorologie ont émis un bulletin météorologique spécial (BMS) alertant sur la persistance des chutes de neige jusqu'à mercredi sur les reliefs dépassant 1200 à 1300 mètres d'altitude, particulièrement dans l'est du pays. Les wilayas de Batna, Oum El-Bouaghi, Khenchela et Tébessa sont particulièrement concernées, avec des accumulations neigeuses prévues entre 10 et 15 centimètres. Ce manteau blanc s'accompagne d'un cortège de précipitations orageuses qui touchent simultanément une vaste zone du Centre et de l'Est. Les wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El-Tarf, ainsi que le Nord de Sétif, Mila, Constantine, Guelma et Souk Ahras font l'objet d'une vigilance particulière. Les prévisionnistes anticipent des quantités de pluie significatives, oscillant entre 20 et 40 millimètres, avec des pics localisés pouvant dépasser 50 millimètres jusqu'à mercredi matin. Ces conditions hivernales rigoureuses ne sont pas sans conséquences sur la vie quotidienne et la sécurité des citoyens. Dans la nuit de lundi à mardi, les montagnes de Guelma et Batna ont été le théâtre d'interventions délicates des services de la Protection civile. À Guelma, une opération de secours a été nécessaire pour venir en aide à trois personnes, âgées de 19 à 25 ans, dont le véhicule s'est retrouvé immobilisé par la neige sur la route menant au sommet de la Maouna, à environ 15 kilomètres du chef-lieu de wilaya. L'intervention rapide des équipes de secours a permis de dégager leur voiture et de leur permettre de reprendre leur route en toute sécurité. La situation n'est pas moins préoccupante du côté de Batna, où les équipes de la Protection civile ont été mobilisées dès l'aube sur plusieurs axes montagneux autour d'Arris, de Menaâ, de Theniet El Abed et de Hidoussa. Les montagnes environnant la ville de Batna se sont parées d'un manteau blanc dès les premières heures de la matinée de mardi, accompagné d'une baisse sensible des températures qui renforce le caractère hivernal de l'épisode. Face à ces conditions météorologiques exigeantes, les services de la Protection civile multiplient les opérations de reconnaissance pour sécuriser les usagers sur l'ensemble du réseau routier, des routes nationales aux chemins communaux. Ils lancent également un appel à la prudence aux automobilistes, particulièrement ceux empruntant les routes montagneuses, rappelant que la vigilance reste le meilleur allié face aux caprices de l'hiver. Ces intempéries, si elles peuvent constituer une gêne pour les déplacements, offrent aussi un spectacle hivernal saisissant, transformant les paysages montagneux de l'Est en véritables tableaux d'hiver, témoignant de la diversité climatique qui caractérise le pays.

Chokri Hafed



DERNIÈRES INFOS

Une sonde de la Nasa passe au plus près du soleil

La sonde Parker de la Nasa a tutoyé le soleil, passant mardi plus près de l'astre qu'elle ne l'avait jamais fait auparavant afin d'étudier son atmosphère. Lancée en août 2018 pour une mission de sept ans, Parker doit approfondir les connaissances scientifiques sur notre étoile afin notamment de percer le secret des tempêtes solaires, qui peuvent avoir un impact sur les communications terrestres. La sonde devait passer à côté du soleil mardi à 11h53 GMT, à 6,2 millions de kilomètres de la surface de l'astre, un record de proximité. L'équipe de la mission doit toutefois attendre vendredi pour recevoir un signal du vaisseau, les scientifiques ayant perdu le contact direct avec la sonde pendant plusieurs jours en raison de son approche du soleil, appelée périhélie. Pendant son approche, Parker s'est déplacée à une vitesse fulgurante d'environ 690.000 km/h -- ce qui permettrait de rallier Washington à Tokyo en moins d'une minute. Le bouclier thermique de la sonde a enduré des températures extrêmes d'environ 870 à 930 degrés Celsius, mais ses instruments internes sont restés proches de la température ambiante -- à environ 29 C -- pendant qu'elle explorait la couche la plus externe de l'atmosphère du soleil, appelée couronne. L'un des objectifs de Parker, en s'aventurant dans ces conditions extrêmes, est de comprendre pourquoi cette zone est curieusement 200 fois plus chaude que la surface de l'astre.

Le ministre de la Communication reçu à Dakar par le président sénégalais

En qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le

ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, a été reçu, mardi à Dakar, par le président de la République du Sénégal, M. Bassirou Diomaye Faye, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, M. Mohamed Meziane a remis une lettre du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à son homologue sénégalais, lui transmettant ses salutations fraternelles et ses aspirations pour le renforcement des liens de fraternité et de coopération fructueuse et constructive entre l'Algérie et le Sénégal. La rencontre a été l'occasion de mettre en avant les liens fraternels entre les deux pays et d'afficher la volonté commune d'approfondir la coordination et la concertation dans divers domaines, ajoute le communiqué. Les deux parties ont en outre discuté des questions africaines d'intérêt commun.

Alger : trois personnes blessées dans un incendie à la gare routière du Caroubier

Trois (3) personnes ont été blessées dans un incendie qui s'est déclaré, mardi matin, au niveau de la gare routière du Caroubier (Alger), selon les services de la Protection civile. La Protection civile a indiqué, dans un communiqué, que "ses services sont intervenus vers 08:23 pour éteindre l'incendie", précisant que "trois (3) personnes souffrant de difficultés respiratoires ont été secourues et transportées vers le CHU Mustapha-Pacha".

APS



HORAIRES DES PRIÈRES À ALGER

Fajr.....	06:17
Chourouk.....	07:57
Dhohr.....	12:48
Asr.....	15:22
Maghreb.....	17:40
Icha.....	19:09

LA MÉTÉO



PRÉVISIONS À 7 JOURS

Ville	Dim	Lun	Mardi	Merc	Jeu	ven	sam
Alger	17/11°	17/9°	16/6°	19/9°	22/14°	16/6°	16/6°
Oran	18/6°	18/6°	18/4°	21/10°	23/13°	19/9°	18/4°
Constantine	13/3°	7/5°	8/5°	9/2°	9/2°	11/4°	11/4°
Annaba	16/9°	13/9°	13/9°	13/8°	14/9°	14/8°	14/8°
Tamanrasset	21/7°	22/7°	23/8°	23/8°	22/7°	19/2°	21/7°
Timimoun	19/9°	18/6°	19/9°	17/3°	17/4°	19/8°	17/8°

CAP ALGÉRIE.DZ

L'AFRIQUE COMME SI VOUS Y ÉTIEZ

SUIVEZ-NOUS SUR VOTRE QUOTIDIEN ÉLECTRONIQUE

WWW.CAPALGERIE.DZ

Tel/Fax : 00213 20064501 / Email : capalgerie0@gmail.com